



Tableau de Bord Economique de la Seine-Saint-Denis

Avril 2009



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, Seine-Saint-Denis Avenir, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Trésorerie générale de Seine-Saint-Denis, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, les ASSEDIC de l'Est Francilien, la Direction départementale des services fiscaux de la Seine-Saint-Denis, la Direction départementale de l'équipement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est, le Pôle Emploi de Seine-Saint-Denis, la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Economique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux évènements d'affaires, à l'emploi et à la construction et marché de l'immobilier.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com
- Seine-Saint-Denis Avenir : www.seinesaintdenisavenir.fr (disponible également en anglais)

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● Pôle Emploi de l'Est Francilien ● Direction Départementale de l'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Seine-Saint-Denis Avenir ● Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

SOMMAIRE

I) LES MENAGES

- | | |
|--|------|
| 1) <u>La consommation des ménages</u> | |
| <input type="checkbox"/> Crédits à la consommation | p. 6 |
| 2) <u>L'investissement des ménages</u> | |
| <input type="checkbox"/> Crédits à l'habitat | p. 7 |

II) LES ENTREPRISES

- | | |
|---|-------|
| 1) <u>Démographie d'entreprise</u> | |
| <input type="checkbox"/> Analyse des enregistrements au RCS au 31 mars 2008 | p. 9 |
| <input type="checkbox"/> Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises de la
Chambre des Métiers et de l'Artisanat | p. 10 |
| <input type="checkbox"/> Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités | p. 10 |
| <input type="checkbox"/> Transferts des sièges sociaux | p. 13 |
| <input type="checkbox"/> Nombre d'établissements implantés en zone franche urbaine | p. 14 |
| 2) <u>Activité des entreprises</u> | |
| <input type="checkbox"/> Le commerce extérieur | p. 15 |
| <input type="checkbox"/> La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôt sur les Sociétés | p. 19 |
| 3) <u>Niveau de l'investissement</u> | |
| <input type="checkbox"/> Crédits à l'équipement des entreprises | p. 29 |
| 4) <u>Innovation</u> | |
| <input type="checkbox"/> Actualité des pôles de compétitivité | p. 30 |

III) LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

- | | |
|--|-------|
| 1) <u>Les principaux lieux touristiques</u> | |
| <input type="checkbox"/> Le Musée de l'Air et de l'Espace | p. 32 |
| <input type="checkbox"/> Le Stade de France | p. 32 |
| <input type="checkbox"/> La Basilique de Saint-Denis | p. 33 |
| 2) <u>L'hôtellerie et les salons</u> | |
| <input type="checkbox"/> L'hôtellerie | p. 34 |
| <input type="checkbox"/> Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte | p. 36 |

IV) L'EMPLOI

- 1) Le marché du travail
- Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM) p. 39
 - Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE) p. 39
 - Les offres par taille d'établissements p. 40
 - Les principaux secteurs recruteurs p. 40
 - Les principaux métiers recherchés par les établissements offreurs p. 41
 - Evolution des DEFM sur un an et évolution du taux de chômage p. 42
 - Le nombre d'allocataires du RMI p. 44
 - Les contrats d'insertion p. 47
 - Les reprises d'activité et la nature des contrats p. 47
 - Les déclarations uniques d'embauches p. 48
- 2) Données sur l'emploi
- Evolution du nombre d'établissements p. 51
 - Evolution du nombre de salariés p. 51
 - Evolution trimestrielle et annuelle des effectifs dans les grands secteurs p. 52
 - Répartition des emplois dans les services p. 53
 - Evolution de la part du secteur tertiaire dans l'ensemble des emplois salariés p. 53
 - Evolution de la part du secteur industriel dans l'ensemble des emplois salariés p. 54

V) LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

- 1) La construction
- Les logements
- Volume de construction des logements neufs p. 56
 - Production de logements neufs par territoire d'habitat p. 57
 - Logements locatifs sociaux p. 58
- Les locaux d'entreprise
- Volume de construction de locaux d'entreprises p. 59
- 2) Le marché immobilier
- Les logements
- Marché des appartements neufs (promotion privée) p. 61
- L'immobilier d'entreprise
- Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise p. 64
 - Montants des investissements réalisés en immobilier d'entreprise p. 66

Note méthodologique p. 68

Contacts p. 73



LES MENAGES

- Le niveau des crédits à la consommation est en repli en 2008. Cette tendance baissière s'amorce plus nettement depuis le début de l'année 2009.
- Concernant les crédits à l'habitat, la tendance reste positive mais le 1^{er} trimestre 2009 semble marquer une rupture avec celle observée ces quatre dernières années.

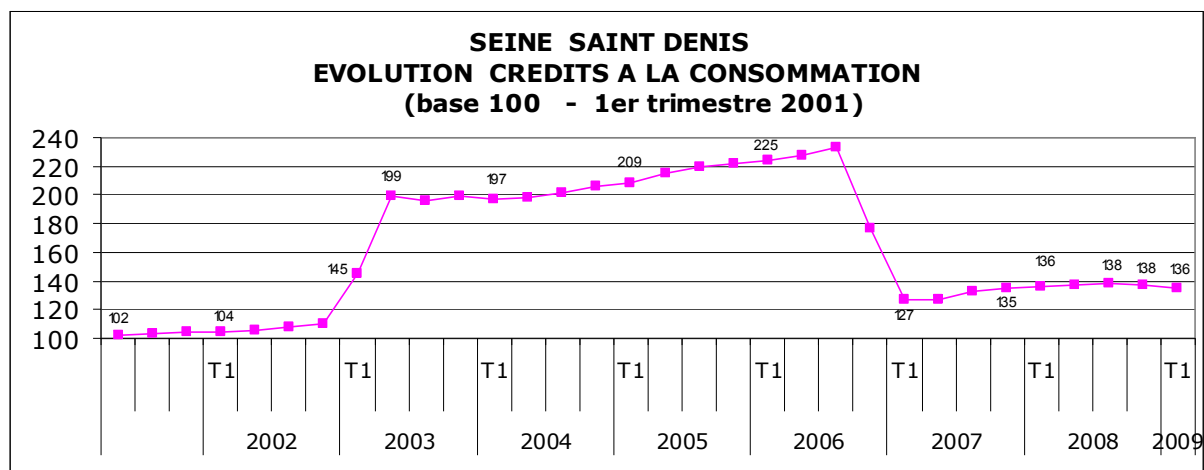
LES MENAGES : La consommation des ménages

Crédits à la consommation

Après deux années de croissance soutenue autour de 6,3 % en 2006 et 2007, le volume des crédits à la consommation en 2008 marque un net repli avec une croissance de 2.2 %, en recul de 4 points.

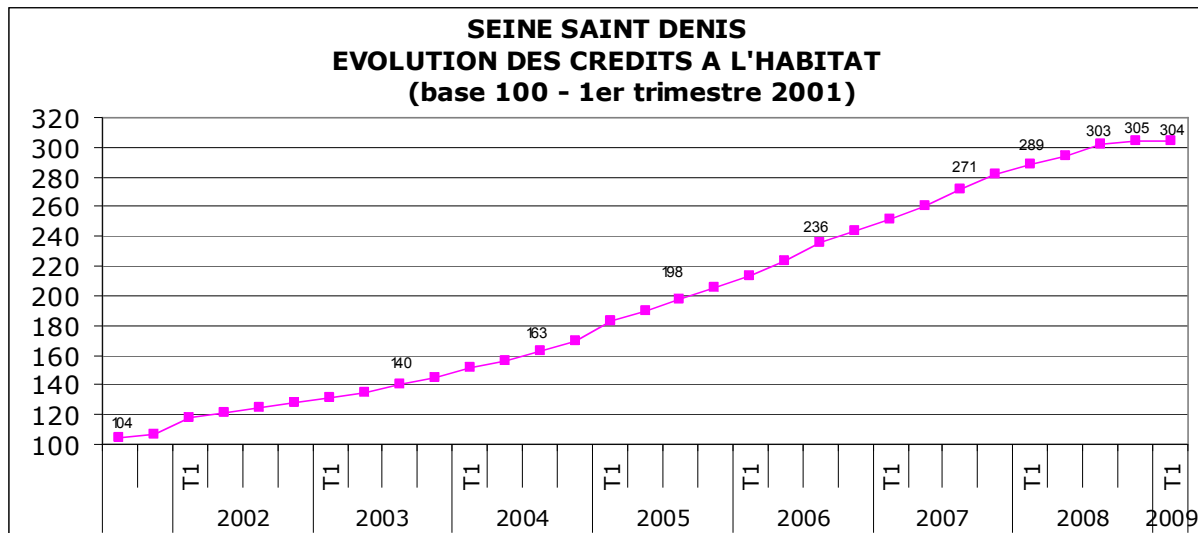
Le reflux s'amorce plus nettement au premier trimestre 2009 avec une baisse de 1,5% en glissement trimestriel (T4 2008). Le niveau actuel des encours est comparable à celui du T1 2008. La part des prêts personnels est de plus en plus prépondérante (68,7% en 2006, 73,8% en 2007 et 76,9% en 2008).

Nous rappelons que le « décrochage » constaté au 4^{ème} trimestre 2006 correspond au transfert de la Banque AGF sur La Défense (92) : ses déclarations sont désormais centralisées par la Banque de France de Nanterre depuis novembre 2006.



LES MENAGES : L'investissement des ménages

Crédits à l'habitat



Source : Banque de France

Le niveau des encours des crédits à l'habitat consentis aux particuliers continue de croître sur un rythme annuel soutenu bien qu'en repli continu (21,8% en 2005 ; 18,4% en 2006 ; 15,1% en 2007 ; 8,2% en 2008) ; il représente une part prépondérante dans le total des prêts (79,3% en décembre 2005 ; 87,3% en décembre 2006 ; 86,8% en décembre 2007 ; 90,1% en décembre 2008).

Le premier trimestre 2009 semble marquer une accélération du repli voire une rupture avec la tendance observée ces quatre dernières années.



LES ENTREPRISES

- L'année 2008 présente un solde positif de création d'entreprises au Registre du Commerce et des Sociétés.
- Les Zones Franches Urbaines de Seine-Saint-Denis sont toujours attractives et attirent un nombre sans cesse croissant d'établissements.
- Le déficit commercial du département a doublé par rapport à l'année 2007.
- La baisse des recettes fiscales du département est le résultat du ralentissement de l'effort d'investissement des entreprises.
- La croissance des crédits à l'équipement des entreprises est toujours positive en 2008, mais beaucoup moins important que l'année précédente.
- La fin de la première phase de la politique des pôles de compétitivité a permis de positionner la Seine-Saint-Denis en tant que territoire d'innovation.

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (1)

Analyse des enregistrements au Registre des Commerces et des Sociétés en 2008

L'année 2008 présente un solde positif de création d'entreprise avec 10 726 immatriculations pour 7 698 radiations. Ce solde positif est à corriger d'environ 1 500 radiations qui n'ont pas été réalisées, suite à une modification dans la procédure de radiation des entreprises dite « NPAI » (n'habite pas à l'adresse indiquée).

Le travail de relance pour le dépôt des comptes annuels a permis d'enregistrer en 2008 une forte augmentation sur ce poste.

			Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008
IMMATRICULATIONS	A	PERS. PHYSIQUES	1 532	1 448	1 532	1 543
	B	PERS. MORALES	6 835	7 253	7 773	7 931
	C	G.I.E.	16	17	17	9
	D	S.C.I.	1 499	1 469	1 475	1 243
TOTAL			9 882	10 187	10 797	10 726
MODIFICATIONS			14 805	18 943	18 340	17 434
RADIATIONS			10 332	9 573	9 301	7 698
COMPTES ANNUELS			17 663	18 190	18 999	20 324

Source : Tribunal de commerce 93

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (2)

Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat

Au cours du deuxième semestre 2008, 3 730 formalités ont été enregistrées contre 3 998 pendant la même période de 2007, soit une diminution de 6,7%.

Parmi ces 3 730 formalités, on compte 1 773 immatriculations du 1^{er} juillet au 31 décembre 2008 pour 1 914 du 1^{er} juillet au 31 décembre 2007, ce qui représente une baisse de près de 7,4%.

La tendance des porteurs de projet à se diriger vers une forme sociale plutôt que vers l'entreprise individuelle marque une pause au cours de cette période : elle ne concerne que 68,6% des demandes d'immatriculation traitées.

Dans le même temps, le nombre des radiations a lui aussi diminué, mais dans une proportion infime (-0,8%).

Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité

Pour mémoire, les chiffres communiqués sur les trois premiers graphiques qui suivent sont issus des mouvements enregistrés au Répertoire des Métiers. La répartition a été faite par code d'activité selon la nomenclature de l'INSEE (NAFA) en fonction de la répartition actuelle en quatre catégories.

Les chiffres du quatrième graphique s'analysent comme suit : il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à chaque fin de semestre du 30 juin 2005 au 31 décembre 2008, exceptionnellement au 30 septembre 2008 au lieu du 30 juin 2008 pour des raisons liées à l'appropriation d'un nouveau système informatique.

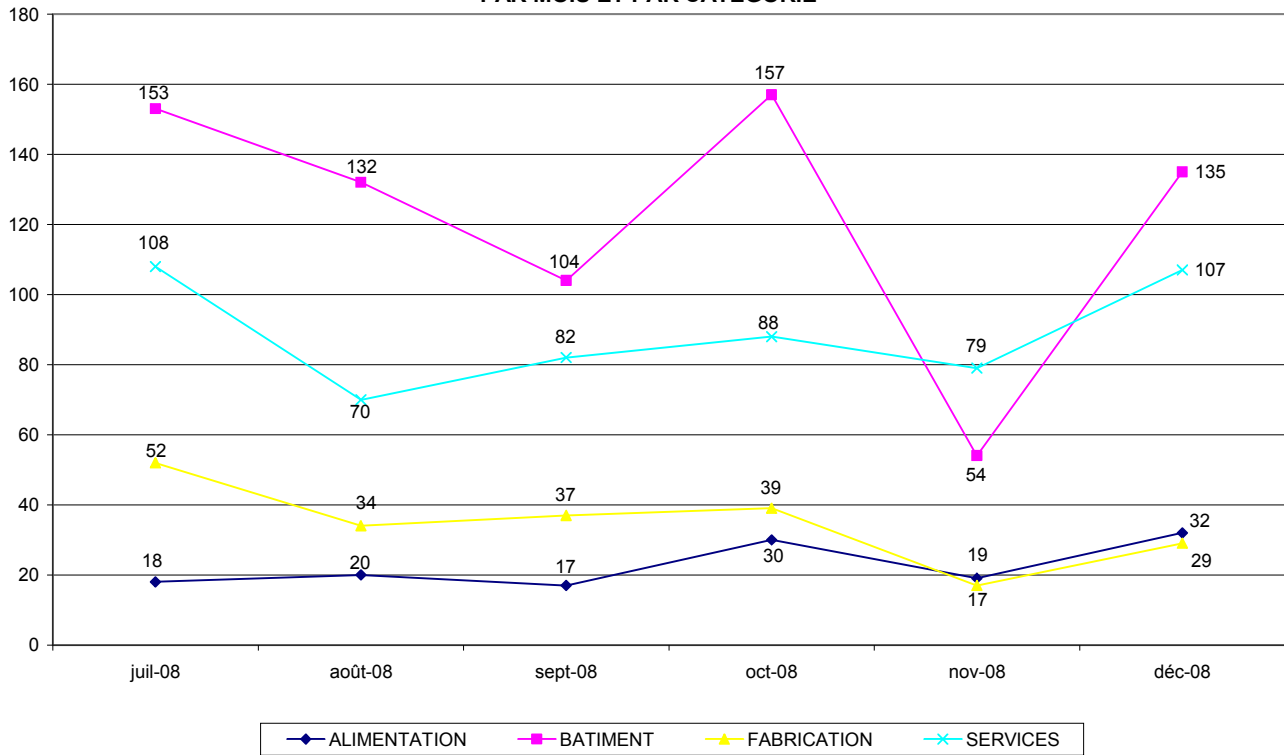
L'étude du Répertoire des Métiers par secteur d'activité montre qu'à l'exception du secteur alimentaire le nombre d'entreprises a diminué au quatrième trimestre 2008.

L'alimentation, qui semblait en stagnation du fait de la difficulté propre à certains domaines comme celui de la viande, où les fonds disparaissent souvent sans trouver de repreneur, est la seule catégorie à présenter une légère augmentation (+0,2%), tendance déjà observée au cours des trois premiers trimestres et qu'il conviendra de vérifier ultérieurement. La multiplication des dossiers de mise en œuvre des périmètres de préemption des fonds de commerce par les communes montre qu'une attention particulière est portée à ce secteur.

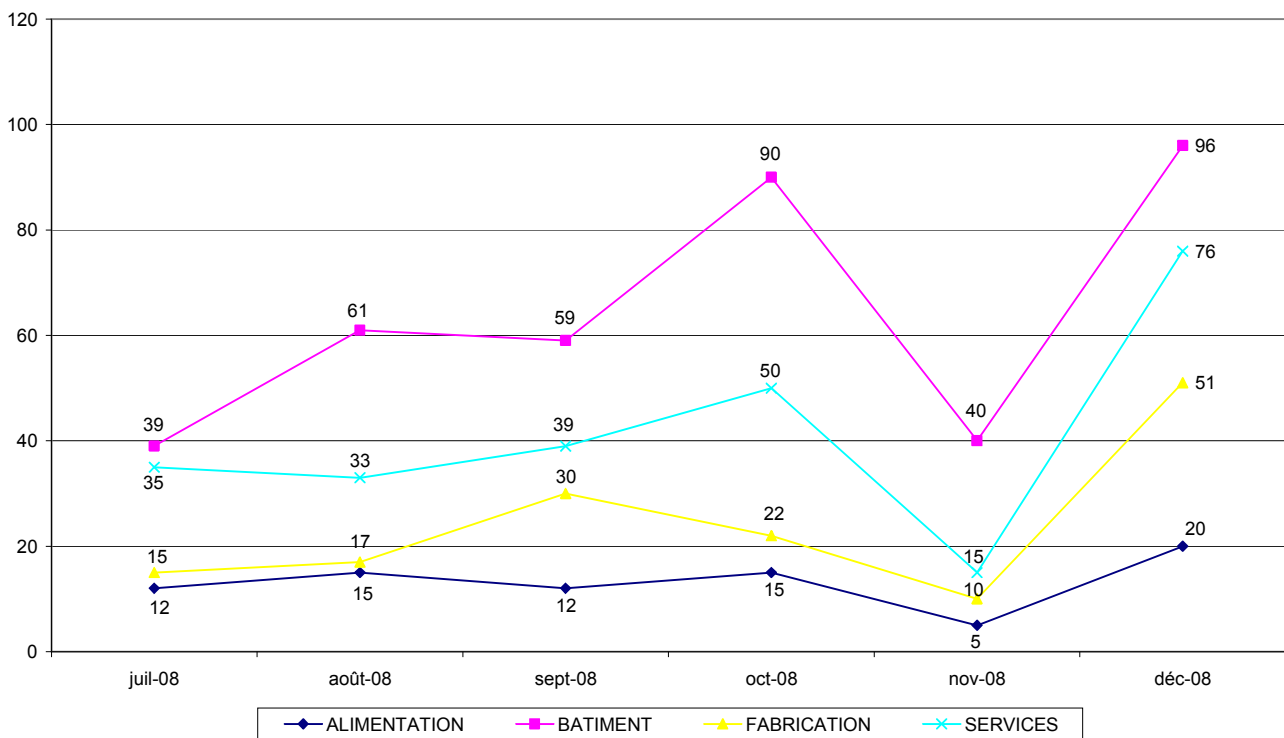
Le bâtiment marque un léger recul (-1,3%) au cours du quatrième trimestre 2008, après une progression continue depuis 2005.

La fabrication et les services amorcent eux aussi une régression (respectivement de -0,36% et -0,38%).

IMMATRICULATIONS DU 2E SEMESTRE 2008 PAR MOIS ET PAR CATEGORIE

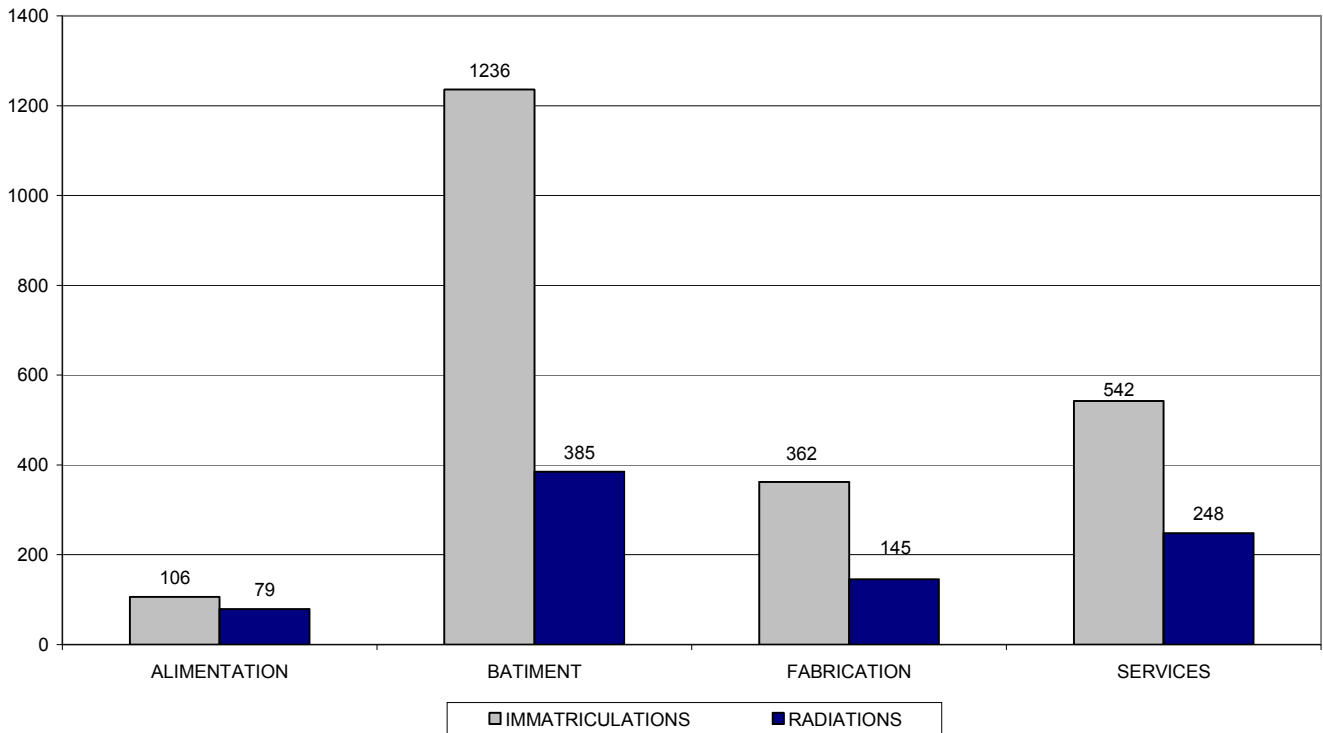


RADIATIONS DU 2E SEMESTRE 2008 PAR MOIS ET PAR CATEGORIE

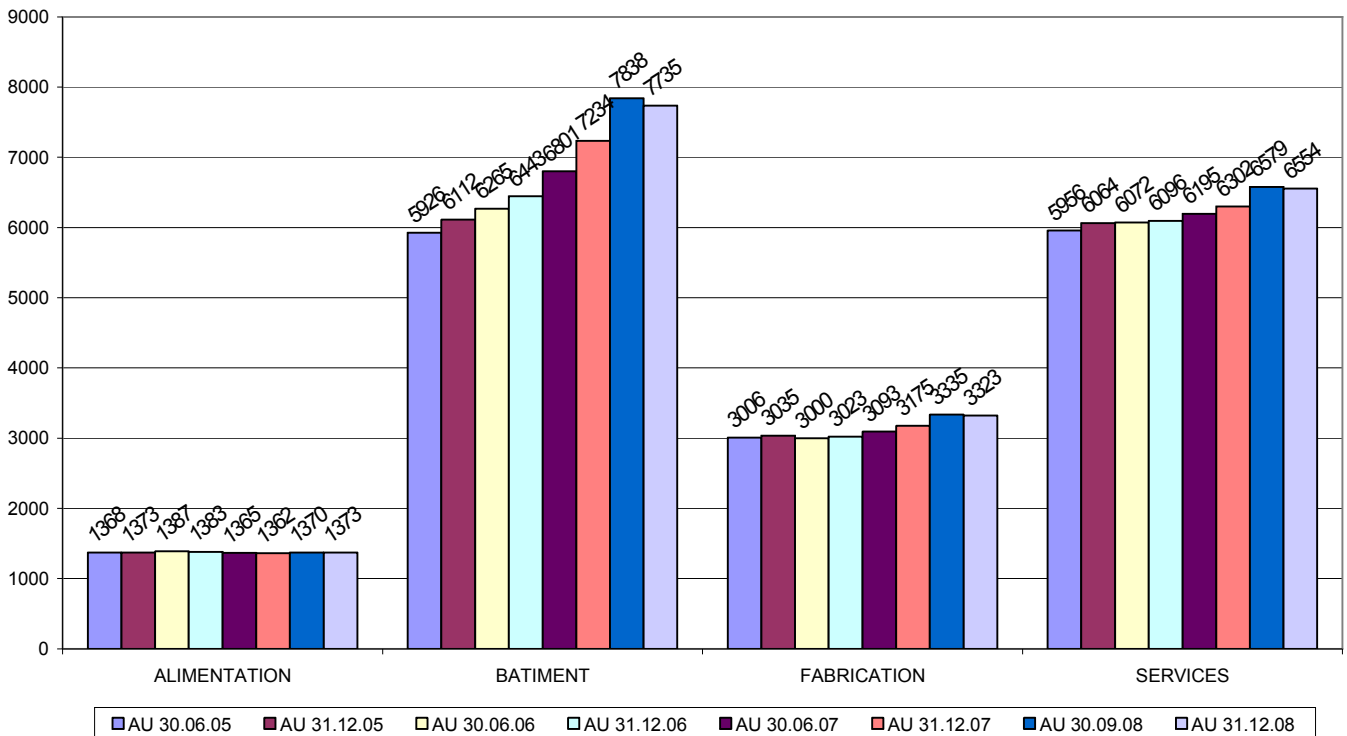


Source : répertoire de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis

IMMATRICULATIONS ET RADIATIONS DU 2E SEMESTRE 2008 PAR CATEGORIE



EVOLUTION DU SECTEUR DES METIERS PAR CATEGORIE DU 30 JUN 2005 AU 31 DECEMBRE 2008



Source : répertoire de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (3)

Attractivité de la Seine Saint-Denis pour les entreprises mesurée par le solde net des installations de sièges sociaux

Alors que 2003 et 2004 avaient enregistré un solde net positif des installations de sièges sociaux dans le département, le solde devenait négatif en 2005 traduisant une différence d'attractivité entre le nord et le sud du département. L'année 2006 a confirmé cette tendance en l'accentuant; cette analyse valait aussi pour la taille des entreprises : le Nord accueille plus de grandes entreprises alors que le Sud doit faire face à plus de départs parmi celles-ci.

L'année 2007 a enregistré un solde positif au niveau du département, marqué par une plus grande homogénéité des flux traduisant un fort recul de la différence d'attractivité entre le sud et le nord du département. Alors que globalement les entrées des grandes entreprises compensent les départs, tant au Nord qu'au Sud ; le département dans son ensemble accueille plus de PME. Le solde des TPE est, quant à lui, négatif.

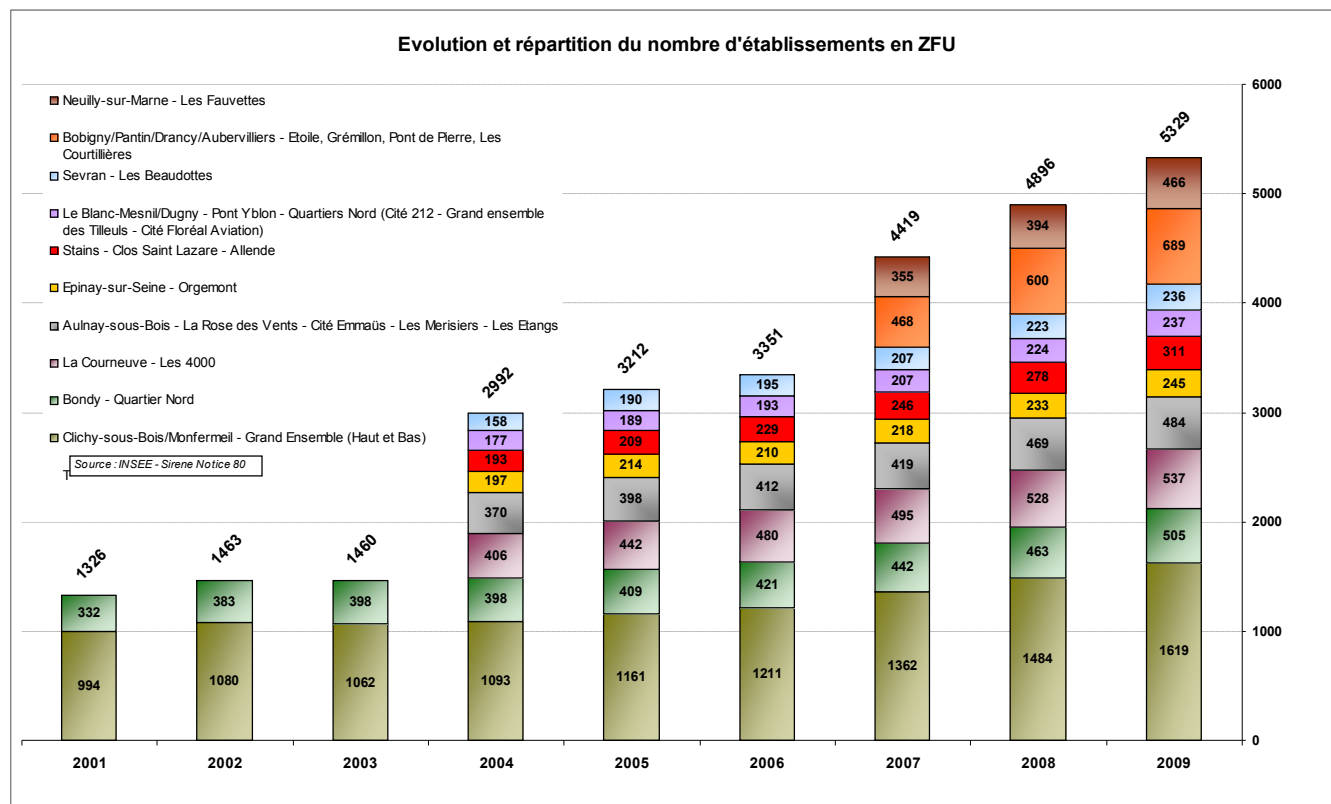
L'année 2008 a enregistré un solde négatif au niveau du département. L'attractivité de ce dernier semble marquer le pas. Le flux de PME devient significativement négatif et impacte plus particulièrement le sud du département ; alors que l'on constate une quasi stabilité des flux des grandes entreprises, ainsi que des TPE.

Le premier trimestre 2009 a enregistré, quant à lui, un solde légèrement positif au niveau du département. On notera pour cette période l'installation de CORA (hypermarché de la grande distribution).

Source : Banque de France

LES ENTREPRISES : Démographie d'entreprise (4)

Nombre d'établissements implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis : évolution depuis 2001



Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis - Données produites au 1^{er} janvier chaque année.

Les ZFU sont toujours attractives en Seine-Saint-Denis puisqu'elles attirent un nombre sans cesse grandissant d'établissements. En un an, l'augmentation est de 8,85% pour atteindre un nombre total de 5 329 établissements.

La hausse du nombre d'établissements est la plus importante dans les ZFU de dernière génération, Neuilly-sur-Marne et Bobigny/Pantin/Drancy/Aubervilliers, respectivement 18,3% et 14,8%. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance :

- des réalisations immobilières de qualité, notamment Energie Parc à Drancy qui propose un hôtel d'activités de 4 000 m² décomposé en 10 lots et commercialisé à 80%,
- la présence d'une zone industrielle à Neuilly-sur-Marne (Les Chanoux), au sein de laquelle d'anciens locaux d'activités sont redécoupés pour accueillir de petites entreprises, spécialisées pour la plupart dans les services aux entreprises,
- la proximité immédiate de la capitale pour la ZFU intercommunale, toujours facteur d'attrait pour les entreprises.

D'autres particularités peuvent être relevées au cours de l'année écoulée :

- la ZFU de Clichy-sous-Bois / Montfermeil conserve son dynamisme (+9%) du fait de nombreuses créations d'établissements sans salarié, souvent domiciliés à leur adresse de résidence,
- la ZFU d'Aulnay-sous-Bois (+3,5%) bénéficie de l'extension de la pépinière d'entreprises (20 lots, 59 emplois créés) et de l'hôtel d'activités (5 lots, 114 emplois créés).

LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (1)

Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis (année 2008)

Approche globale

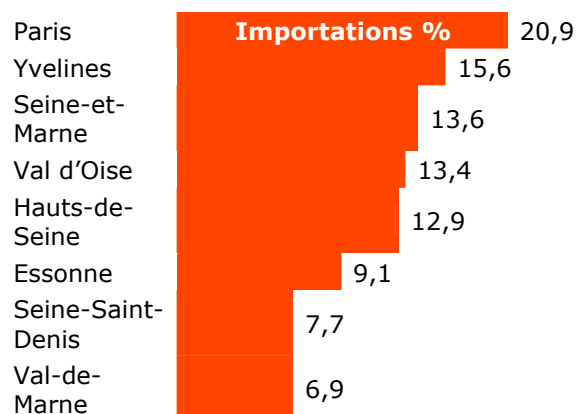
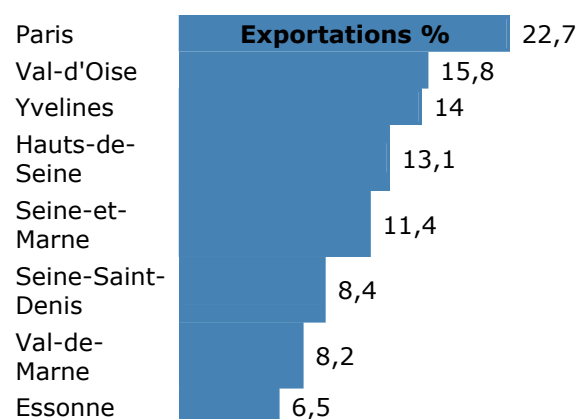
A l'exportation, les échanges de la Seine-Saint-Denis ont accusé une baisse de près de 14% au cours de l'année 2008 ; en revanche, les échanges ont augmenté à l'importation, de près de 13%, ce qui double le déficit du Commerce extérieur par rapport à l'année 2007.

Flux	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008/2007
Export	6822	6282	6173	5314	-13,92%
Import	7814	8300	8146	9204	12,99%

En millions d'euros

Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent au titre de l'année 2008, 8,4% des exportations de la région Ile-de-France, soit une baisse de 1,7% par rapport à la même période de l'année précédente.

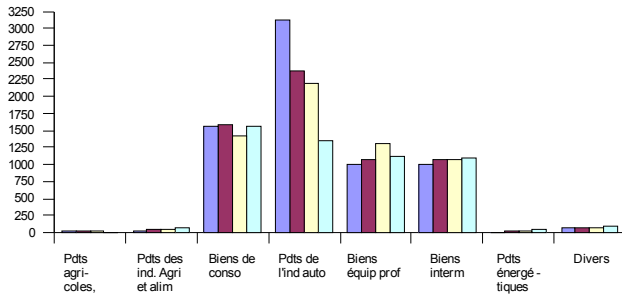
Les importations de la Seine-Saint-Denis pour l'année 2008 représentent 7,7% de l'Ile-de-France, soit une hausse de 0,7%.



Approche sectorielle

Le fléchissement des exportations (-13,92%) est notamment visible dans le secteur des biens d'équipement professionnels (-14,45%) ainsi que dans le secteur de l'industrie automobile (-38,79%). L'exportation des biens de consommation reste soutenue avec un pourcentage d'augmentation de 9,72% par rapport à l'année 2007.

Exportations de la Seine Saint-Denis sur 4 ans
(en millions d'euros)



Source : Douanes

Evolution des exportations en % par secteur

Secteurs	2006/2005	2007/2006	2008/2007
Pdts agricoles, sylv et pisc	-10,70	-34,49	-41,90
Pdts des ind. Agri et alim	43,62	23,92	12,11
Biens de conso	2,05	-11,43	9,72
Pdts de l'ind auto	-23,88	-7,81	-38,79
Biens équip prof	7,73	21,27	-14,45
Biens interm	7,36	0,57	1,29
Pdts énergétiques	259,58	120,85	14,76
Divers	5,27	3,60	35,05

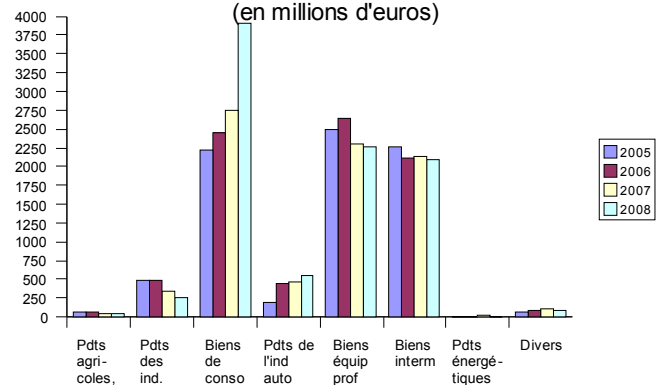
A l'importation, sur les 3 secteurs les plus importants, les biens de consommation progressent de plus de 42,28%, alors que les biens d'équipement (-2,15%) et les biens intermédiaires (-1,92%) baissent légèrement par rapport à l'an dernier.

Evolution des importations en % par secteur

Secteurs	2006/2005	2007/2006	2008/2007
Pdts agricoles, sylv et pisc	-10,65	-23,63	-5,88
Pdts des ind. Agri et alim	0,99	-30,34	-25,22
Biens de conso	11,17	11,64	42,28
Pdts de l'ind auto	113,63	6,99	18,87
Biens équip prof	5,53	-12,73	-2,15
Biens interm	-5,97	0,37	-1,92
Pdts énergétiques	0,77	22,82	-4,34
Divers	8,58	21,68	-11,65

Source : Douanes

Importations de la Seine Saint Denis sur 4 ans
(en millions d'euros)



LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (2)

Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis (année 2008)

Approche géographique

Le principal partenaire du Commerce Extérieur de la Seine-Saint-Denis reste l'Europe avec 66,33% des exportations et 61,95% des importations.

A l'exportation

On observe cependant au cours de l'année 2008 une chute générale des exportations par rapport à la même période l'année précédente vers l'Europe (-23,99%) principalement avec le Royaume-Uni (-39,66%) et l'Espagne (-33,17%) depuis 2 années consécutives.

**Evolution des exportations de la Seine-Saint-Denis
par zone (en millions d'euros)**

Zones	2005	2006	2007	2008	Evolution en %
Europe	5257	4471	4640	3527	-23,99
Afrique	401	493	488	516	5,74
Amérique	425	508	419	484	15,51
Proche et Moyen-Orient	113	156	158	159	0,63
Asie	563	593	413	580	40,44
Divers	63	61	58	51	-12,07

Par contre, la Seine Saint-Denis continue de développer ses exportations sur le continent américain (+15,51%) et en Asie (+40,44%), dont principalement les Etats-Unis (+32,48%) et le Japon (+127,63%) depuis 2 années.

**Principaux pays d'exportation de la Seine Saint Denis
(en millions d'euros)**

Pays	2005	2006	2007	2008	Evolution
Italie	823	742	768	667	-13,15
Belgique	534	472	545	509	-6,61
Allemagne	464	499	476	416	-12,61
Espagne	1 336	842	597	399	-33,17
Etats-Unis	293	368	274	363	32,48
Royaume-Uni	495	481	532	321	-39,66
Suisse	127	173	208	242	16,35
Algérie	141	164	147	192	30,61
Japon	196	203	76	173	127,63
Portugal	194	135	146	103	-29,45

Source : Douanes

A l'importation

La zone Europe reste notre principal fournisseur avec 61,95% des importations en 2008 : augmentation du commerce avec les nouveaux Etats-Membres (Slovaquie, Hongrie, République Tchèque,...) suivi par le continent asiatique (24,32%).

Les importations en Seine-Saint-Denis de la Chine ont stagné par rapport à 2007 (+0,07%) même si le volume reste important (1419 millions d'euros). A noter un doublement des importations en provenance de Suisse sur cette même période, notamment dans le secteur pharmaceutique.

Evolution des importations de la Seine-Saint-Denis par zone (en millions d'euros)

Zones	2005	2006	2007	2008	Evolution en %
Europe	4756	4855	4788	5714	19,34
Afrique	220	224	180	118	-34,44
Amérique	608	655	555	705	27,03
Proche et Moyen-Orient	46	51	35	58	65,71
Asie	2052	2318	2388	2243	-6,07
Divers	131	197	204	385	88,73

Principaux pays d'importation de la Seine Saint Denis (en millions d'euros)

Pays	2005	2006	2007	2008	Evolution
Chine	1 071	1 218	1 418	1 419	0,07
Allemagne	1 559	1 479	1 270	1 204	-5,20
Suisse	249	205	365	715	95,89
EUAN (Etats-Unis d'Amérique)	488	513	444	591	33,11
Italie	594	594	548	560	2,19
Slovaquie	5	58	16	436	2 625,00
Hongrie	14	18	33	411	1 145,45
Pays non classifiés ailleurs	131	197	204	384	88,24
République tchèque	34	123	225	305	35,56
Royaume-Uni	290	267	355	289	-18,59

Source : Douanes

LES ENTREPRISE : Activité des entreprises (3)

Evolution des recettes de TVA en Seine-Saint-Denis

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

Le chiffre d'affaires

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

Pour l'année 2008, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 26,74 %.
- Services aux entreprises : 15,93 %.
- Transports : 14,53 %.

Chiffre d'affaires réalisé par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis

Année	Chiffre d'affaires	Evolution
2006	119 736 519 278 €	8,48%
2007	142 560 173 988 €	19,06%
2008	141 708 736 762 €	-0,60%
28 fév.-09	10 158 164 732€	- 12,88 %
29 fév.-08	11 660 707 815 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

Pour janvier et février 2009, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 01/09 : 25,29 %
02/09 : 26,47 %
- Services aux entreprises : 01/09 : 19,93 %
02/09 : 16,51 %
- Transports : 01/09 : 14,08 %
02/09 : 14,92 %

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires sont :

En 2008 :

- Energie : 29,25 %
- Administration : 26,48 %
- Activités immobilières : 13,52 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Services aux entreprises : 9,73 %
- Services aux particuliers : 9,72 %
- Construction : 6,85 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires sont :

En 2008 :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -8,70 %
- Industries de biens de consommation : -6,65 %
- Construction : -4,59 %
- Divers : -4,18 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Industries de biens intermédiaires : -39,39 %
- Divers : -32,56 %
- Commerce et réparation automobile : -27,33 %
- Industrie automobile : -27,32 %

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution du chiffre d'affaires global entre :

- septembre 2007 – février 2008
- septembre 2008 – février 2009

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul septembre 2007 à février 2008	73 060 177 384 €	- 5,01 %
Cumul septembre 2008 à février 2009 (crise)	69 403 016 695 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Services aux entreprises : 11,84 %
- Energie : 8,82 %
- Construction : 7,15 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Divers : -20,48 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -13,41 %
- Industries de biens intermédiaires : -12,28 %
- Commerce et réparation automobile : -10,96 %

La TVA brute totale

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France.

Les taux les plus couramment appliqués sont 19,6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5,5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche et des prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

En montant de TVA brute, trois secteurs d'activités arrivent en tête pour l'année 2008 :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 33,05 %.
- Services aux entreprises : 17,19 %.
- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques : 8,05 %.

TVA brute dégagée par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis

Année	TVA brute	Evolution
2006	16 811 227 116 €	7,90%
2007	19 612 318 773 €	16,66%
2008	19 181 237 453 €	-2,20%
28 fév.-09	1 399 970 452 €	- 11,32 %
29 fév.-08	1 578 690 868 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

Pour janvier et février 2009, les secteurs arrivant en tête sont :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 01/09 : 30,84 %
02/09 : 31,12 %
- Services aux entreprises : 01/09 : 19,64 %
02/09 : 20,47 %
- Commerce de détail et réparation d'articles domestiques : 01/09 : 9,86 %
- Activités financières : 02/09 : 7,50 %

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée sont :

En 2008 :

- Activités immobilières : 19,49 %
- Education, santé, action sociale : 13,44 %
- Services aux entreprises : 13,13 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Energie : 20,43 %
- Services aux entreprises : 17,59 %
- Education, santé, action sociale : 17,21 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée sont :

En 2008 :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -11,20 %
- Industries de biens intermédiaires : - 9,89 %
- Industrie automobile : - 8,14 %
- Commerce et réparation automobile : - 5,88 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Industries de biens intermédiaires : -42,96 %
- Divers : -34,67 %
- Industrie automobile : -29,76 %
- Commerce et réparation automobile : -29,25 %

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA brute collectée globale entre :

- septembre 2007 – février 2008
- septembre 2008 – février 2009

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul septembre 2007 à février 2008	10 113 218 648 €	- 6,60 %
Cumul septembre 2008 à février 2009	9 445 635 288 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Education, santé, action sociale : 32,07 %
- Services aux particuliers : 25,00 %
- Services aux entreprises : 9,62 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Commerce et réparation automobile : -28,00 %
- Industries de biens intermédiaires : -19,20 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -17,17 %
- Divers : -13,18%

La TVA déductible sur immobilisations

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

Les secteurs ayant effectué les déductions de TVA sur immobilisations les plus élevées sont, pour 2008 :

- Services aux entreprises : 35,17 %.
- Activités financières : 25,68 %.
- Activités immobilières : 9,95 %.

TVA déduite sur les immobilisations par les entreprises implantées en Seine-Saint-Denis

Année	TVA déductible sur immobilisations	Evolution
2006	999 647 888 €	14,38%
2007	1 008 176 293 €	0,85%
2008	1 205 683 987 €	19,59%
28 fév.-09	77 168 286 €	0,64 %
29 fév.-08	76 677 591 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

Pour janvier et février 2009, les secteurs ayant effectué les déductions de TVA sur immobilisations les plus élevées sont :

- Services aux entreprises :
 - 01/09 : 29,16 %
 - 02/09 : 35,82 %
- Activités immobilières :
 - 01/09 : 18,43 %
 - 02/09 : 9,62 %
- Energie :
 - 01/09 : 9,33 %
- Industries de biens intermédiaires :
 - 02/09 : 4,62 %

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

En 2008 :

- Industrie automobile : 193,19 %
- Industries agricoles et alimentaires : 78,09 %
- Divers : 58,36 %
- Activités immobilières : 56,01 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Industrie automobile : 3154,66 %
- Administration : 603,53 %
- Education, santé, action sociale : 254,63 %
- Activités immobilières : 193,75 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

En 2008 :

- Industries de biens de consommation : -30,89 %
- Commerce et réparation automobile : -24,93 %
- Transports : -23,70 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Industries de biens de consommation : -62,46 %
- Commerce et réparation automobile : -62,13 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -59,79 %
- Industries de biens d'équipement : -39,23 %

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution des déductions globales de TVA sur immobilisations entre :

- septembre 2007 – février 2008
- septembre 2008 – février 2009

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul septembre 2007 à février 2008	498 866 044 €	+ 21,63 %
Cumul septembre 2008 à février 2009	606 788 452 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Industrie automobile : 485,09 %
- Activités immobilières : 131,33 %
- Education, santé, action sociale : 70,38 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Commerce et réparation automobile : -39,59 %
- Energie : -26,42 %
- Administration : -22,43 %
- Commerce de détail et réparation d'art. domestiques : -18,87 %

La TVA nette à payer

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes.

Environ 60% des recettes de TVA proviennent, traditionnellement, de trois secteurs d'activité :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 33,68 %
- Services aux entreprises : 19,64 %
- Activités financières : 9,79 %

Année	TVA nette à payer	Evolution
2006	5 118 039 556 €	5,83 %
2007	5 760 045 027€	12,54 %
2008	5 607 413 452 €	-2,65 %
31-janv-09	438 775 756 €	-8,48 %
31-janv-08	479 409 155 €	

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

Les mêmes secteurs se retrouvent dans la même proportion pour janvier et février 2009 :

- Commerce de gros et intermédiaires de commerce :

01/09 :	29,04 %
02/09 :	29,48 %
- Services aux entreprises :

01/09 :	21,68 %
02/09 :	20,70 %
- Activités financières :

01/09 :	9,36 %
02/09 :	14,68 %

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer sont :

En 2008 :

- Services aux entreprises : 17,12 %
- Energie : 13,41 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : 10,34 %
- Construction : 10,34 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Energie : 54,33 %
- Activités financières : 29,25 %
- Construction : 20,26 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer sont :

En 2008 :

- Industries de biens intermédiaires : -39,14 %
- Activités financières : -7,81 %
- Services aux particuliers : -7,76 %
- Commerce et réparation automobile : -4,53 %

Entre février 2008 et février 2009 :

- Commerce de détail et réparation d'art. domestiques : -45,49 %
- Industries de biens intermédiaires : -38,73 %
- Divers : -31,71 %
- Transports : -28,72 %

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer entre :

- septembre 2007 – février 2008
- septembre 2008 – février 2009

	Chiffre d'affaires global	Evolution
Cumul septembre 2007 à février 2008	3 025 954 850 €	- 6,03 %
Cumul septembre 2008 à février 2009	2 843 589 570 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Construction : 15,36 %
- Industries agricoles et alimentaires : 10,95 %
- Commerce et réparation automobile : 8,67 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer en période de crise (septembre 2008 – février 2009) sont :

- Industries de biens intermédiaires : -34,52 %
- Commerce de détail et réparation d'art. domestiques : -27,04 %
- Divers : -15,52 %
- Commerce de gros et intermédiaires de commerce : -11,75 %

LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (4)

SYNTHESE

Données globales : Seine-Saint-Denis (en milliards d'euros)

Période	Chiffre d'affaires	TVA Brute totale (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette à payer
Année 2006	119,74	16,81	1,00	5,12
Année 2007	142,56	19,61	1,01	5,76
Année 2008	141,71	19,18	1,21	5,60
Au 28 février 2009	10,16	1,40	0,077	0,44
Au 29 février 2008	11,66	1,58	0,076	0,48

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

*Les entreprises ou groupes dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400 millions d'euros versent leur TVA à la « Direction des grandes entreprises », direction à compétence nationale.

Pour les autres entreprises, c'est la Direction des services fiscaux territorialement compétente qui encaisse la TVA.

A ce titre, les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

Année 2006	Année 2007	Année 2008	Au 28 février 2009
2 980 977 614 €	3 141 773 288 €	2 998 760 677 €	218 584 144 €

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

LES ENTREPRISES : Activité des entreprises (5)

SYNTHESE

Données globales : Région Ile-de-France (en milliards d'euros)

Période	Chiffre d'affaires	TVA Brute totale (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette due
Année 2006	1902,38	263,09	19,15	75,72
Année 2007	2010,98	275,62	20,99	78,59
Année 2008	2248,03	291,97	22,17	80,94
Au 28.02.2009	164,36	22,93	1,63	6,47
Au 29.02.2008	187,38	23,91	1,70	6,94

Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

Evolution des recettes d'impôts sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis

Les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

Période	Recettes	Evolution
Année 2006	732 278 219 €	5,70%
Année 2007	884 557 140 €	20,80%
Année 2008	872 115 166 €	- 1,41 %

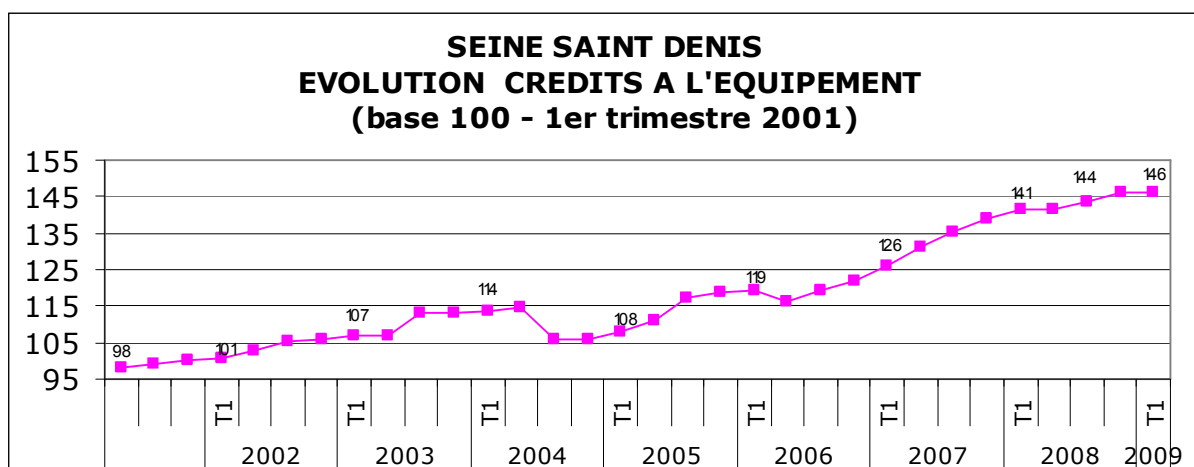
Source : Direction des Services Fiscaux de Seine-Saint-Denis

LES ENTREPRISES : Niveau de l'investissement

Crédits à l'équipement des entreprises

Le taux de croissance a été particulièrement soutenu en 2007 (+ 10,3%) ; il avait été plus modéré en 2006 (+ 6,7%), l'année ayant été impactée par une stabilisation puis un tassement au premier semestre.

Le repli du taux de croissance pour l'année 2008, pressenti en septembre dernier est confirmé (+ 3,5%) soit un recul de 7 points par rapport à 2007. Le premier trimestre 2009 pourrait marquer un arrêt de la croissance continue et régulière observée depuis 2006.



Source : Banque de France

LES ENTREPRISES : Innovation

Actualité des pôles de compétitivité

Les résultats du 6^{ème} appel à projet du Fonds Unique Interministériel (FUI) et le bilan de l'an I des pôles (juillet 2005 – décembre 2008)

Le 21 juillet 2008, le gouvernement a annoncé les résultats du sixième appel à projets du FUI, qui se traduisent par le financement de 99 projets de recherche et développement (R&D) émanant de 59 pôles de compétitivité, pour un financement par l'État de 109 M€, auxquels se rajoutent 75 M€ provenant des collectivités territoriales.

Pour les pôles franciliens, 28 projets ont été retenus, pour un total de subvention de 63,9 M€. Le FUI représente 61% des financements accordés.

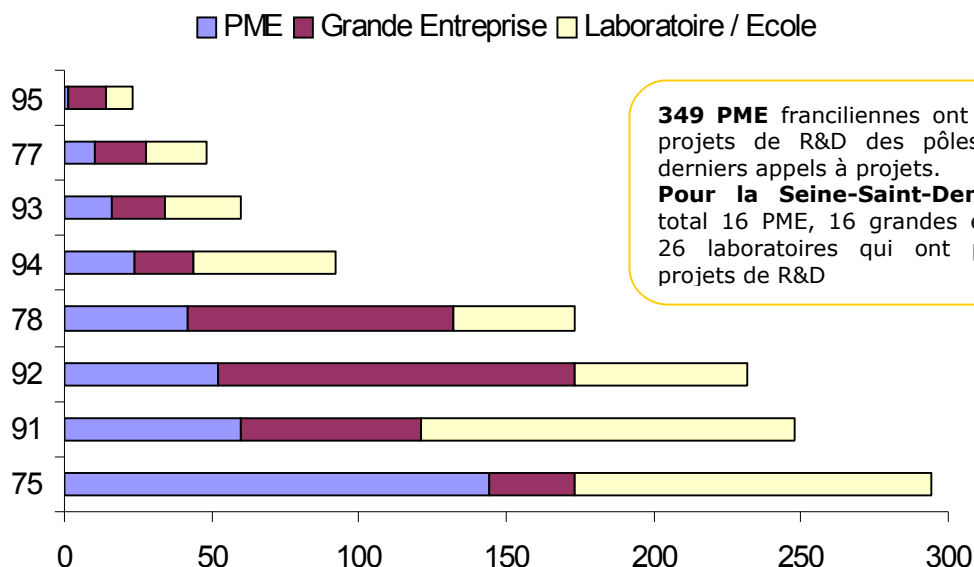
30% des financements du 6^{ème} appel à projet FUI sont destinés aux PME (28% pour les grandes entreprises et les 42% restant sur les laboratoires de recherche).

La clôture du sixième appel à projets du FUI a marqué également la fin de la première phase de la politique des pôles de compétitivité ; l'occasion de dresser un premier bilan des six derniers appels à projets. C'est ainsi que 145 projets ont été retenus pour les pôles franciliens, pour un total de subvention de 377,3 M€.

Le FUI représente 56% des financements accordés. 30% de ces financements ont été destinés aux PME (32% aux grandes entreprises et les 38% restant aux laboratoires). A noter que 5% du montant total de subvention a profité directement aux acteurs du département impliqués dans les projets de R&D.

Pôle de compétitivité	Nombre de projets	Subventions obtenues (M€)	Subventions dans le 93 (M€)	%
ASTECH	10	21,47	0,07	0,3%
CAP DIGITAL Paris-Région	18	77,37	8,75	11,3%
FINNANCE INNOVATION	3	4,54	0	0,0%
MEDICEN Paris-Région	28	60,05	7,3	12,2%
MOV'EO	26	38,31	0,21	0,5%
SYSTEM@TIC Paris-Région	50	162,5	1,7	1,0%
ADVANCITY-VMD	10	13,1	0,79	6,0%
TOTAL	145	377,34	18,82	5,0%

Nombre d'acteurs impliqués dans les projets retenus lors des 6 derniers appels à projets



LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES

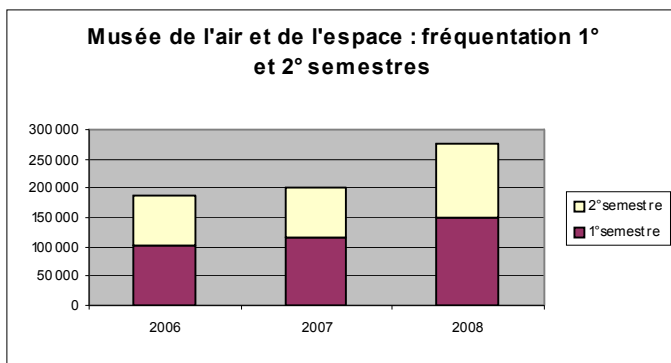
- Les principaux lieux touristiques de la Seine-Saint-Denis affichent des résultats satisfaisants en 2008.
- L’activité hôtelière est marquée par un retournement de tendance au cours du 2nd semestre 2008, avec un recul du taux d’occupation, alors que les prix moyens par chambre continue d’augmenter.
- La fréquentation des parcs des expositions du Bourget et de Villepinte s’est ralentie au cours de l’année 2008

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : Les principaux lieux touristiques

Le second semestre 2008 affiche des résultats qui confirment ceux du début d'année. Net progrès pour le Musée de l'air et de l'espace, recul pour le Stade de France et stabilité pour la Basilique de Saint-Denis.

Musée de l'air et de l'espace

Le Musée de l'air et de l'espace a décidé de maintenir la gratuité pour l'accès des visiteurs à ses collections permanentes. L'effet de ce choix sur la fréquentation est incontestable : au second semestre elle augmente de 46% par rapport au second semestre 2007. Sur l'ensemble de l'année 2008, la fréquentation approche les 275 000 visiteurs, chiffre jamais atteint jusque-là.



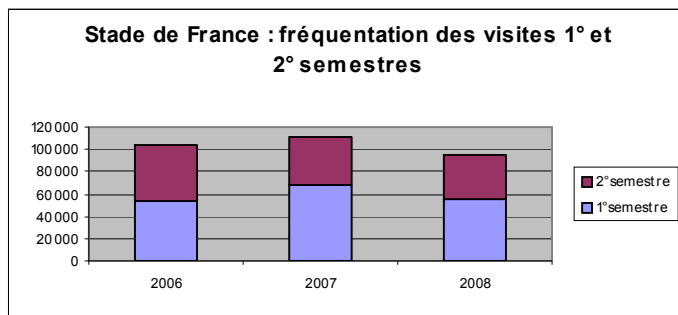
Musée de l'air et de l'espace	2006	2007	2008
1 ^{er} semestre	102 064	116 035	150 341
2 ^e semestre	84 839	84 954	124 337
Total année	186 903	200 989	274 678

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

Stade de France

La fréquentation des visites du Stade de France au second semestre 2008 confirme le recul constaté au premier semestre. Avec moins de 40 000 visiteurs, la fréquentation marque un recul de près de 10% et retrouve un niveau proche du second semestre 2005. Sur l'ensemble de l'année 2008, la fréquentation repasse en dessous des 100 000 visites.

Pour ce qui concerne les événements, la fréquentation est en net progrès avec 1 020 891 spectateurs au second semestre (+ 80 000) ; sur l'ensemble de l'année, les événements ont réuni 1 912 577 spectateurs.

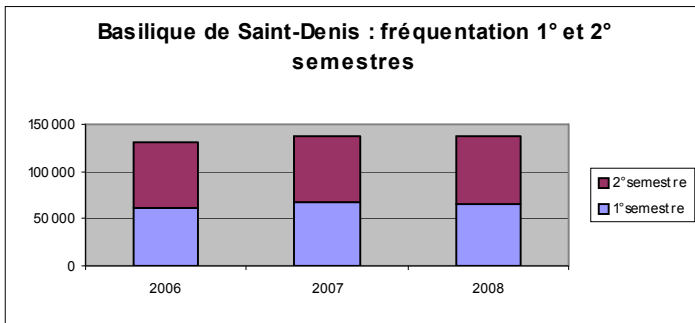


Stade de France	2006	2007	2008
1 ^{er} semestre	53 370	67 899	55 374
2 ^e semestre	50 401	42 903	38 741
Total année	103 771	110 802	94 115

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

Basilique de Saint-Denis

La fréquentation de la Basilique reste très stable avec un peu plus de 70 000 visiteurs au second semestre 2008, comme en 2007. Sur l'ensemble de l'année 2008, la fréquentation reste également stable avec 136 595 visiteurs.



Basilique de Saint-Denis	2006	2007	2008
1 ^{er} semestre	60 604	67 953	66 158
2 ^e semestre	71 079	70 309	70 437
Total année	131 683	138 262	136 595

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

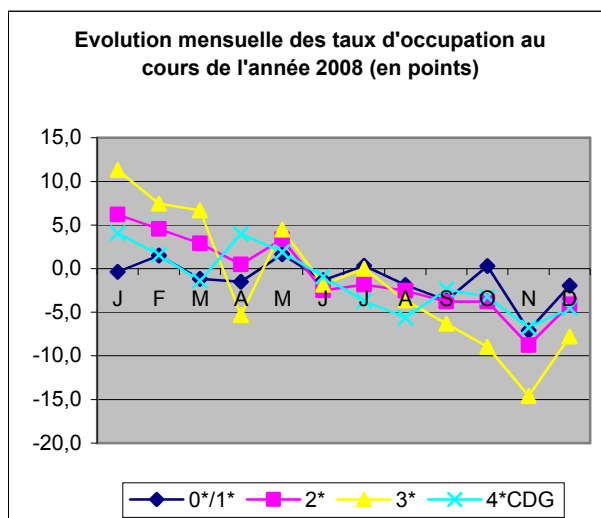
LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES : L’hôtellerie (1)

Le second semestre 2008 est marqué par un retournement de tendance. Les taux d’occupation qui avaient atteint des niveaux très élevés, repartent à la baisse dans le contexte de crise qui annonce vraisemblablement une chute importante en 2009 et un recul du revenu moyen par chambre, principal indicateur de gestion des hôtels.

Des taux d’occupation en recul

La tendance à la hausse constatée depuis 2005 est arrivée à son terme. Si les taux d’occupation moyens enregistrés au second semestre restent élevés, le mouvement de baisse est clairement enclenché : l’évolution mensuelle des taux d’occupation devient négative au second semestre, cette tendance étant plus marquée pour les hôtels 3 et 4 étoiles.

Taux d'occupation 2° semestre	2005	2006	2007	2008
0*/1*	81,2%	83,8%	85,5%	83,2%
2*	72,2%	75,5%	81,3%	77,2%
3*	68,3%	69,8%	76,0%	69,1%
4* CDG	62,8%	68,9%	75,8%	71,5%

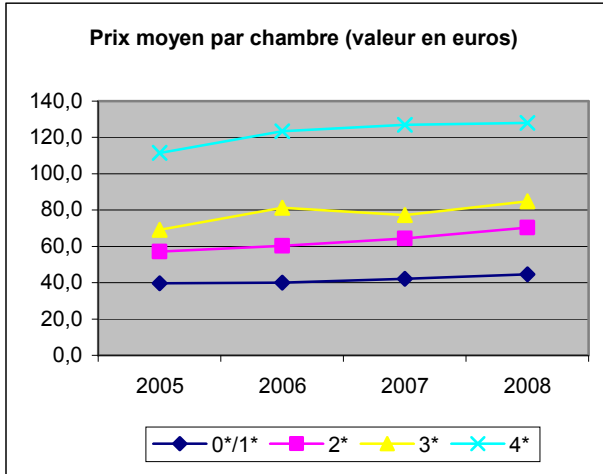


Source : Comité Départemental du Tourisme 93

Des prix moyens encore en hausse

Si les prix moyens des hôtels haut de gamme de la plate-forme aéroportuaire marquent le pas au second semestre 2008, la hausse du prix moyen par chambre se poursuit dans les autres catégories dans des proportions importantes (entre 6 et 9% par rapport au second semestre 2007), vraisemblablement pour faire face au recul du taux d’occupation.

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D’AFFAIRES : L’hôtellerie (2)

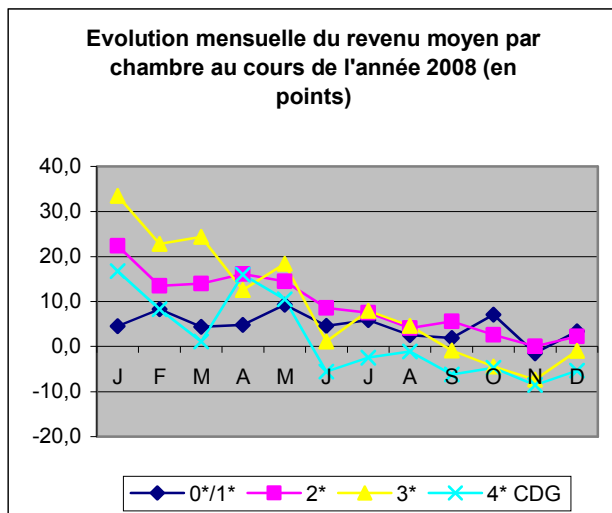


Prix moyen par chambre 2° semestre	2005	2006	2007	2008
0*/1*	39,7	39,9	42,0	44,6
2*	57,1	60,3	64,4	70,4
3*	69,2	81,3	77,3	84,8
4* CDG	111,6	123,3	126,9	127,9

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

Des revenus moyen par chambre qui ne progressent plus ou régressent

Dans toutes les catégories, la tendance à la hausse du revenu moyen par chambre est stoppée. Suivant celle des taux d’occupation, l’évolution mensuelle du revenu moyen par chambre devient négative au second semestre pour les 3 et surtout les 4 étoiles, tandis qu’elle s’approche de zéro pour les catégories inférieures.



Revenu par chambre 2° semestre	2005	2006	2007	2008
0*/1*	30,9	33,4	36,0	37,1
2*	41,3	45,8	52,8	54,7
3*	45,7	50,8	59,4	58,9
4* CDG	70,7	86,3	97,4	92,5

Source : Comité Départemental du Tourisme 93

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES : Les chiffres clés « salons »

Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions Paris Nord – Villepinte (PNV)

Résultats 2008

	2008
Nombre de salons	35
<i>dont professionnels</i>	33
Nombre d'exposants	26 600
<i>dont exposants étrangers</i>	NC
Nombre de visiteurs	1 220 000
<i>dont visiteurs étrangers</i>	NC

Source : nombre, CCIP-SEPNV ; visiteurs et exposants : organisateurs

Tendances 2008

Paris-Nord Villepinte a franchi le seuil des 200 000 m² grâce à l'inauguration en janvier 2007 du nouveau hall 7 de 15 000 m², situé à l'entrée du parc et bénéficie maintenant d'une surface brute couverte d'exposition de 206 000 m². La prochaine échéance d'extension du site est prévu pour 2010 ou 35 000 m² supplémentaires devraient voir le jour.

Les années paires sont généralement meilleures à Paris-Nord Villepinte du fait de la présence de grands salons biennaux comme le SIAL. Toutefois cette année 2008 reste inférieure à 2006 en termes de participation avec 26 600 exposants contre 30 000 sur toute l'année 2006 et 1 220 000 visiteurs contre 1 415 000 pour 2006. Cette baisse de fréquentation est à relativiser du fait de l'absence d'Intermat, un très gros salon triennal.

Par ailleurs, les salons Orhopa, Fatex, Rexel et Proseg quittent Paris-Nord Villepinte pour un autre site d'expositions parisien.

Paris-Nord a obtenu la tenue en 2008 des salons tournants en Europe Health Ingredients et Natural Ingredients

Enfin, l'année 2008 est marquée par le transfert à Paris-Nord Villepinte des salons FORUM DE L'ELECTRONIQUE, MESUREXPO, OPTO et VISION –SHOW avec un regroupement aux mêmes dates.

Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions de Paris Le Bourget :

Résultats 2008

	2008
Nombre de salons	14
<i>dont professionnels</i>	8
Nombre d'exposants	4 000
<i>dont exposants étrangers</i>	NC
Nombre de visiteurs	473 000
<i>dont visiteurs étrangers</i>	NC

Source : nombre, CCIP-SEPNV ; visiteurs et exposants : organisateurs

Tendances 2008

Les années paires sont généralement moins bonnes au Bourget, notamment du fait de l'absence du Salon de l'Aéronautique. Le nombre de salons est toutefois inférieur aux 24 organisés en 2006, notamment du fait de la requalification de certains salons en « autres événements » suite à un changement de nomenclature de la part du gestionnaire du site et du déménagement de certains salons pour d'autres sites d'expositions d'Ile-de-France. De même, les 473 000 visiteurs sont inférieurs aux 539 000 enregistrés en 2006, ainsi que les 4 000 exposants contre 4 200 en 2006.



L'EMPLOI

- La baisse du taux de chômage départemental s'est confirmée en 2008 malgré une hausse en fin d'année.
- Le nombre d'allocataires du RMI est en diminution par rapport à 2007.
- Les types de contrats signés lors des reprises d'activités concernent un nombre croissant de CDD et d'emplois en intérim.
- Les déclarations uniques d'embauche sont en forte diminution au cours du 2nd semestre 2008 dans les secteurs de la construction, des services et du commerce.

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l'Est Francilien • Direction Départementale de l'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

Les demandes d'emploi en fin de mois et demandes d'emploi enregistrées en décembre 2008

Au mois de décembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois continue globalement de diminuer sur un an ; cependant, un ralentissement est observé.

La catégorie des moins de 25 ans montre une forte progression des DEFM avec + 8,1% par rapport à décembre 2007.

Situation en fin décembre 2008	Valeur	Évolution annuelle
a) Demande d'emploi fin de mois catégorie 1 :	67 021	- 0,1 %
- dont chômeurs longue durée	17 637	- 11,8 %
- dont jeunes < 25 ans	10 271	+ 8,1 %
- dont + 50 ans	10 764	0 %
- dont femmes	30 454	- 3,2 %
b) Demande d'emploi enregistrée, catégorie 1 (cumul annuel au dernier mois connu) :	143 479	- 2,1 %
- dont jeunes - 25 ans	32 094	- 3,5 %
- dont femmes	67 327	- 3,4 %

Source : DARES / Pôle Emploi

Les offres d'emplois enregistrées (OEE), satisfaites et annulées

Les offres d'emploi durable représentent 57,7% des offres, leur progression est négative avec -1,5% sur un an. Les offres d'emploi temporaire représentent 30,8% des offres, leur progression est également négative avec -4% sur un an. Les offres d'emploi occasionnel représentent 11,6% des offres, leur progression est de +64,2% sur un an. Sur ce dernier item, bien que la valeur soit toujours positive elle est en régression de -4,4 points par rapport au semestre précédent (68,6%). Les offres d'emploi satisfaites, tous types évoluent de +0,4 point depuis août 2008 en passant de 11,6% à 12%.

Situation en fin décembre 2008	% par nature de contrat	Valeur	Evolution 2008/2007
Offres d'emploi enregistrées tous types (cumul annuel au dernier mois connu) :	100,0%	58 587	2,4 %
- dont nature du contrat emploi durable	57,7%	33 799	- 1,5 %
- dont nature du contrat emploi temporaire	30,8%	18 021	- 4 %
- dont nature du contrat emploi occasionnel	11,6%	6 767	64,2 %
Offres d'emploi satisfaites tous types (cumul annuel au dernier mois connu)		53 911	12 %

Source : DARES-Pôle Emploi

Les autres caractéristiques

Le recueil des offres par taille d'établissements		
	SEINE-SAINT-DENIS	
	2008	2007
0 à 9 salariés	23 566	22 684
10 à 49 salariés	14 594	12 565
50 à 199 salariés	7 426	6 324
200 salariés et +	9 198	7 733
Non défini	3 813	3 527
TOTAL	58 597	52 833

Le recueil des offres par type d'emploi		
	SEINE-SAINT-DENIS	
	2008	2007
Emploi durable	33 789	31 452
Emploi temporaire	18 042	17 522
Emploi occasionnel	6 766	3 859
TOTAL	58 597	52 833

Source : Pôle Emploi

Les principaux secteurs recruteurs (par NAF et pour les 6 principaux NAF 2008 du secteur tertiaire)			
SEINE-SAINT-DENIS			
	2008	2007	Evolution
02 INDUSTRIE	2 514	2 443	2,91%
03 B.T.P	3 993	3 644	9,58%
04 TERTIAIRE	52 072	46 727	11,44%
N ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	10 672	9 846	8,39%
G COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	8 751	8 580	1,99%
J INFORMATION ET COMMUNICATION	4 800	2 568	86,92%
M ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	4 333	3 339	29,77%
Q SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	4 115	3 967	3,73%
P ENSEIGNEMENT	3 902	4 304	-9,34%
TOTAL	58597	52833	10,91%

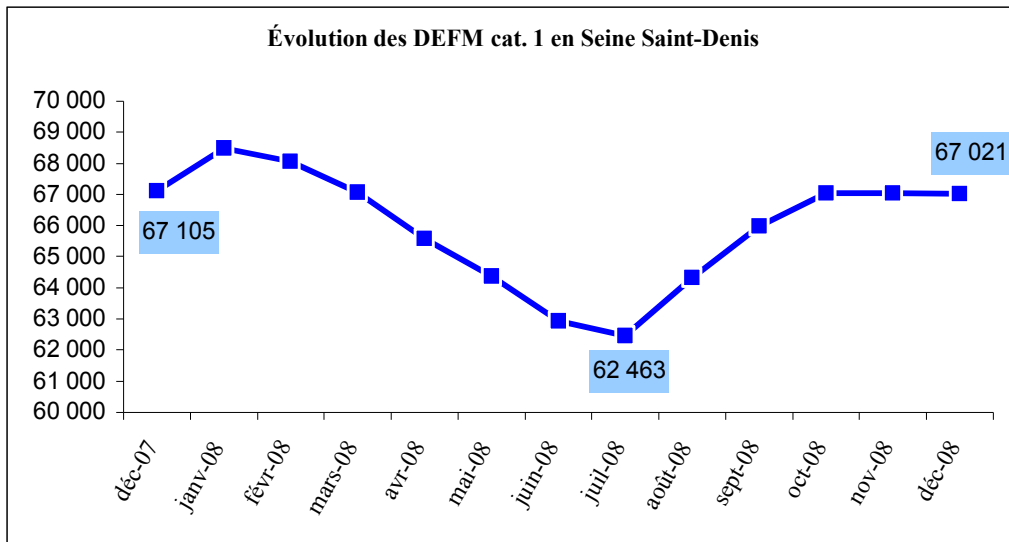
Source : Pôle Emploi

Principaux métiers recherchés par les établissements offreurs			
SEINE-SAINT-DENIS			
	2008	2007	Evolution
12 Personnel des services administratifs et commerciaux	8 300	7 832	5,98%
14 Personnel de la distribution et de la vente	7 782	7 574	2,75%
43 Personnel du transport et de la logistique	7 205	7 310	-1,44%
11 Personnel des services aux personnes et à la collectivité	7 166	6 866	4,37%
13 Personnel de l'industrie hôtelière	4 018	3 374	19,09%
42 Personnel du bâtiment, des travaux publics et de l'extraction	3 919	3 489	12,32%
21 Professionnels des arts et du spectacle	3 708	1 812	104,64%
44 Personnel de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique	2 721	2 440	11,52%
23 Professionnels de l'intervention sociale, du développement local et de l'emploi	2 373	2 001	18,59%
32 Cadres administratifs et professionnels de l'information et de la communication	2 258	2 029	11,29%
52 Techniciens industriels	1 810	1 470	23,13%
22 Professionnels de la formation initiale et de la formation continue	1 581	1 297	21,90%
33 Cadres commerciaux	1 257	1 049	19,83%
61 Agents de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie	1 094	1 091	0,27%
47 Personnel de type artisanal	837	809	3,46%
24 Professionnels de la santé (professions paramédicales)	796	673	18,28%
53 Cadres techniques de l'industrie	558	453	23,18%
41 Personnel de l'agriculture et de la pêche	441	262	68,32%
46 Personnel des autres industries (matériaux souples, industries graphiques, ameublement et bois)	376	530	-29,06%
45 Personnel des industries de process	204	329	-37,99%
51 Maîtrise industrielle	128	73	75,34%
31 Professionnels de la santé (professions médicales)	65	70	-7,14%
TOTAL	58 597	52 833	10,91%

Source : Pôle Emploi

Évolution des DEFM catégorie 1 sur douze mois (en données brutes)

Partie de décembre 2007 avec 67 105 DEFM de catégorie 1, après une remontée en janvier 2008 (68 484), la courbe des DEFM a suivi une pente décroissante jusqu'au minimum établi en juillet 2008 (62 463). De juillet 2008 à octobre 2008, la courbe remonte et se stabilise durant 3 mois aux alentours de 67 000.

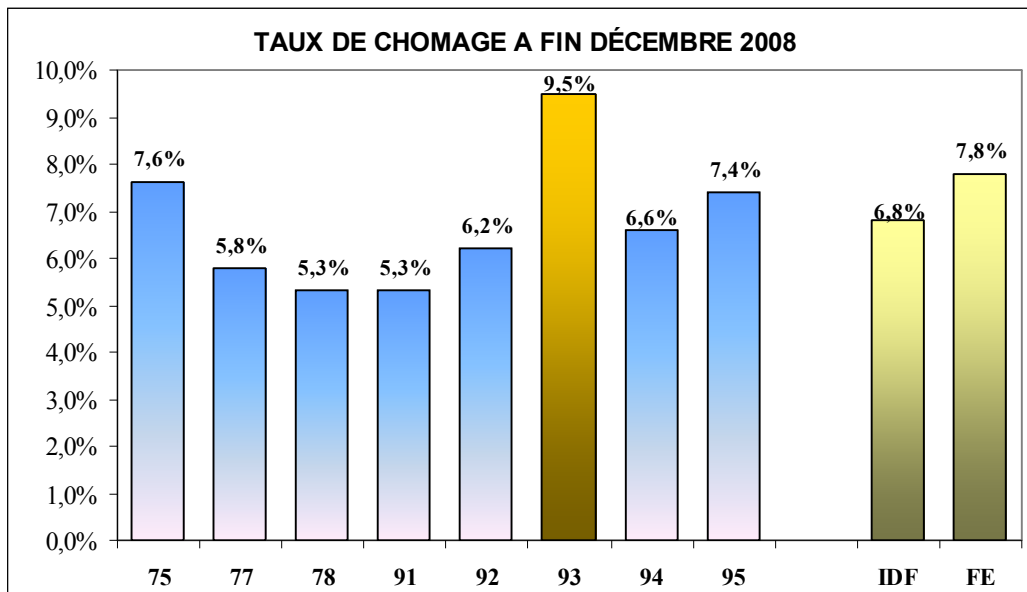


Source : DARES-Pôle Emploi (traitement DDTEFP)

Les différents taux de chômage de la région Ile de France

A la fin du 4^{ème} trimestre 2008, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à 9,5% (contre 6,8% en Ile de France et 7,8% pour la France entière).

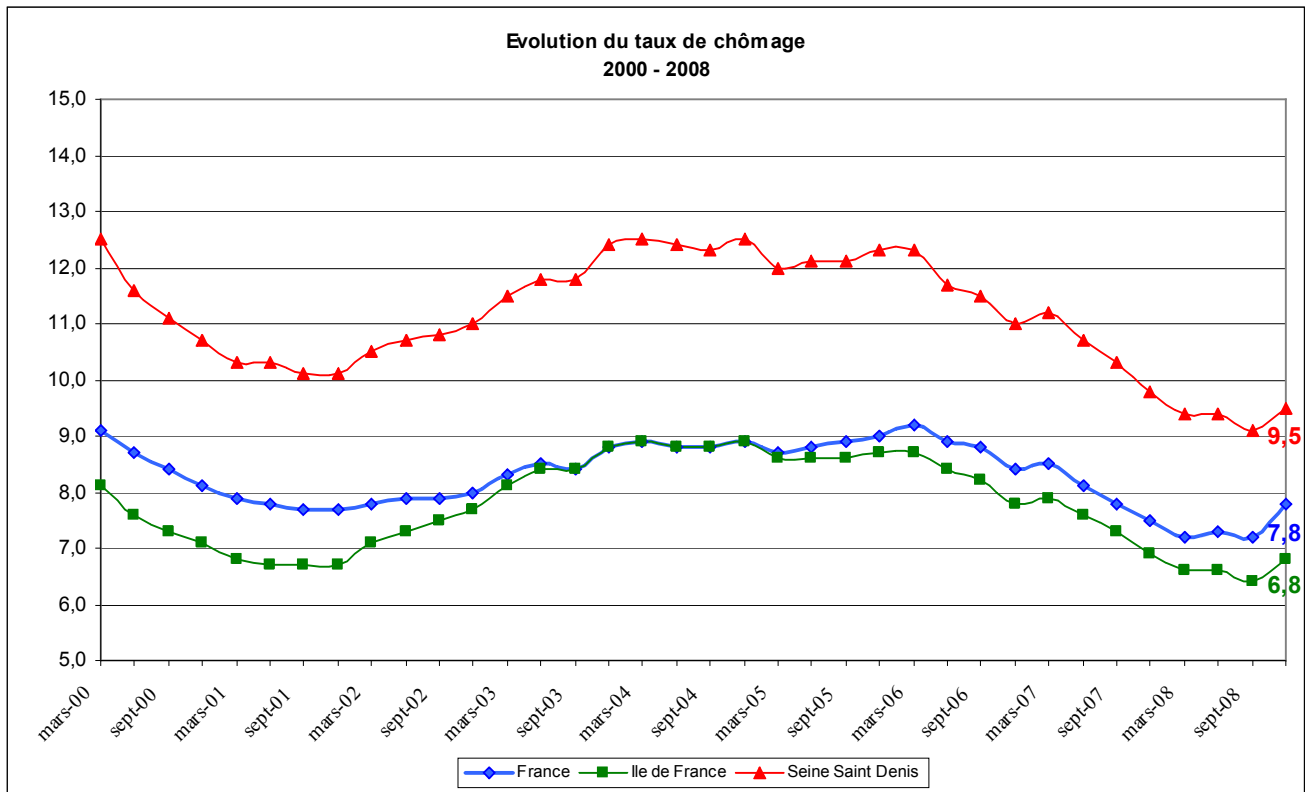
Ce taux est le plus élevé de l'Ile de France mais sur un an la baisse est avec Paris, la plus importante des départements de la région IDF (-0,1% en moyenne pour l'IDF) avec -0,3 point par rapport au 4^{ème} trimestre 2007 (+0,3 pour la France entière sur la même période).



Source : INSEE

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine Saint Denis, de l'Ile de France et de la France entière (de 2000 à 2008)

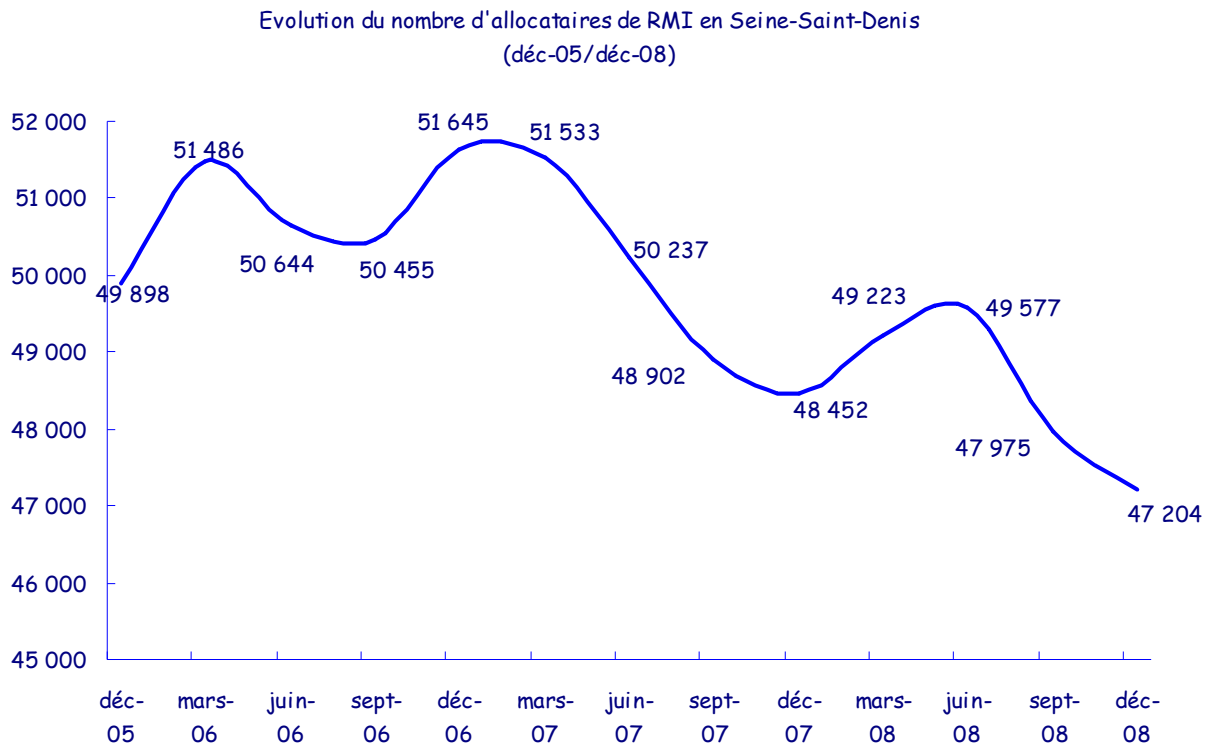
Cette courbe trimestrielle, montre l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis depuis mars 2000 (+12,5 % en SSD). Une décroissance apparaît depuis juin 2006 (+11,7% en SSD) similaire aux courbes régionales (+8,4%) et nationale (+8,9%). Un ralentissement est observé depuis mars 2008 (+9,4% en SSD). Le point le plus bas est atteint en septembre 2008 (+9,1% en SSD), mais présente une remontée en ce mois de décembre 2008 avec 9,5 points.



Source : INSEE

L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

Le nombre d'allocataires du RMI



Source : CESDI/DPAS/CG93

Tout au long de l'année 2008, le nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) est en diminution en Seine-Saint-Denis. Il est passé de 49 223 allocataires en mars 2008 à 47 204 en décembre 2008. Soit une régression de 4,1% en 9 mois. C'est l'équivalent de 2 019 personnes de moins dans le dispositif au cours de cette période.

Mais de décembre 2007 à décembre 2008, la baisse enregistrée est moins élevée puisqu'elle n'atteint plus que -2,6%

Le dernier trimestre (de septembre à décembre 2008) montre une baisse encore plus faible. La diminution s'élève à -1,6%, soit 771 personnes de moins dans le dispositif.

Si au niveau départemental le nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) a reculé de 2,6% entre décembre 2007 et décembre 2008, la situation est plus contrastée au niveau communal. Ainsi, au cours de cette période, certaines villes enregistraient des baisses de l'ordre de 10% tandis que pour d'autres, on observait des hausses qui pouvaient atteindre +15%. Conséquence : une amplitude des écarts de +25 points.

Mais pour de nombreuses villes du département (près d'une sur 2), on observe une baisse du nombre d'allocataires du RMI se situant entre -5% et -1%.

L'EMPLOI : Le marché du travail (3)

Les contrats d'insertion

Source : CESDI/DPAS/CG93

Evolution du nombre de contrats d'insertion et du nombre de reprises par l'activité déclarés*

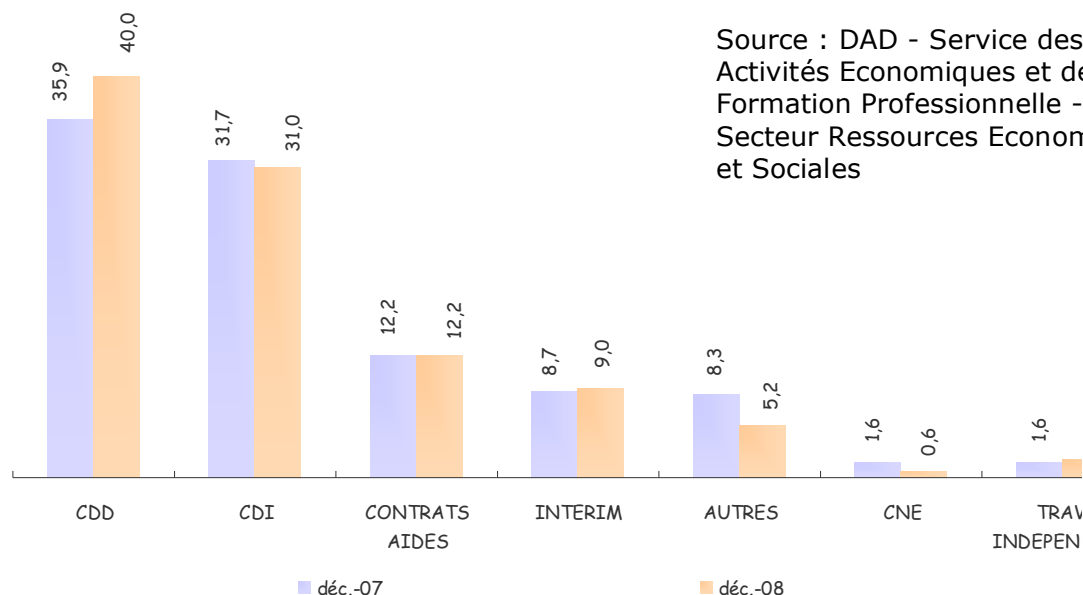
	Cumul 2007	déc.-07	juin-08	sept-08	déc.-08	Cumul 2008
Nombre de contrats d'insertion signés	18 462	1 886	1 918	1 544	2 010	10 964
Nombre des reprises d'activités (déclarées)	2347	320	342	267	477	3 380
Taux de reprise d'activité (%)	12,7	17	17,8	21,1	23,8	30,8

Le cumul du nombre de contrats d'insertion signé au cours de l'année 2008 est largement inférieur à celui enregistré une année plus tôt (10 964 contre 18 462). A l'inverse, au cours de la même période (décembre 2007 à décembre 2008), le nombre de reprises d'activité déclarées est quasiment 50% plus élevé (3 380 contre 2347). Le résultat est un taux de reprise d'activité de 30,8% en 2008 contre 12,7% en 2007.

* Le nombre de reprises par l'activité est ici inférieur à la réalité en raison du mode de comptage. Ne sont prises en compte, que les personnes ayant déclaré une reprise d'activité

Les reprises d'activité et la nature des contrats

Répartition des reprises d'activités selon le type de contrat
(déc-07/déc-08)



Source : DAD - Service des Activités Economiques et de la Formation Professionnelle - Secteur Ressources Economiques et Sociales

En ce qui concerne le mois de décembre 2008, les informations principales à retenir en ce qui concerne les types de contrats signés lors de reprises d'activité, est une hausse des CDD (+4,1 points), une baisse des autres types de contrats (-3,1 points) ainsi que celle des CNE (-1 point). Pour les CDI, les contrats aidés, l'intérim, et les travailleurs indépendants la variation est faible.

L'EMPLOI : Le marché du travail (4)

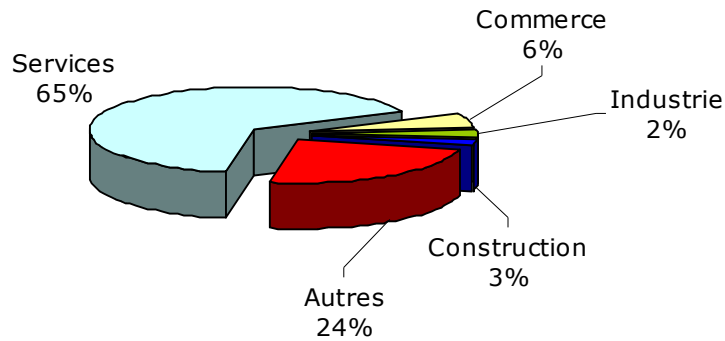
Département de la Seine-Saint-Denis - Données du 2ème semestre 2008 par secteur d'activité, par sexe et par tranche d'âge

Secteur d'activité		Déclaration d'embauche 2ème S. 08	Poids secteur	Evolution 2S08/ 2S07
SERVICES	Transports	14 447	3,52%	-19,33%
	Activités financières	2 482	0,61%	1,26%
	Activités immobilières	1 962	0,48%	-16,62%
	Services aux entreprises	129 062	31,46%	-29,81%
	Services aux particuliers	119 001	29,01%	1,80%
	SERVICES	266 954	65,07%	-17,47%
COM.	COMMERCE	23 978	5,84%	-15,34%
INDUSTRIE	Industries agricoles et alimentaires	2 331	0,57%	6,05%
	Industries des biens de consommation	3 911	0,95%	-28,55%
	Industrie automobile	230	0,06%	-19,30%
	Industries des biens d'équipement	1 398	0,34%	8,46%
	Industries des biens intermédiaires	1 031	0,25%	-25,13%
	Energie	578	0,14%	21,17%
	INDUSTRIE	9 479	2,31%	-14,60%
CON.	CONSTRUCTION	10 314	2,51%	-30,77%
AUTRES	Agriculture, sylviculture, pêche	8	0,00%	33,33%
	Education, santé, action sociale	18 003	4,39%	4,92%
	Administration	9 862	2,40%	7,45%
	Inconnue	71 643	17,46%	3770,50%
	AUTRES	99 516	24,26%	252,97%
TOTAL		410 241	100,00%	1,05%
Dont	Entreprises de Travail Temporaire	77 968	19,01%	-44,72%
	Artistes auteurs	20 060	4,89%	-19,00%
	Hôtels café restaurants	31 524	7,68%	7,02%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

Département de la Seine-Saint-Denis - Données du 2ème semestre 2008 par secteur d'activité, par sexe et par tranche d'âge (suite)

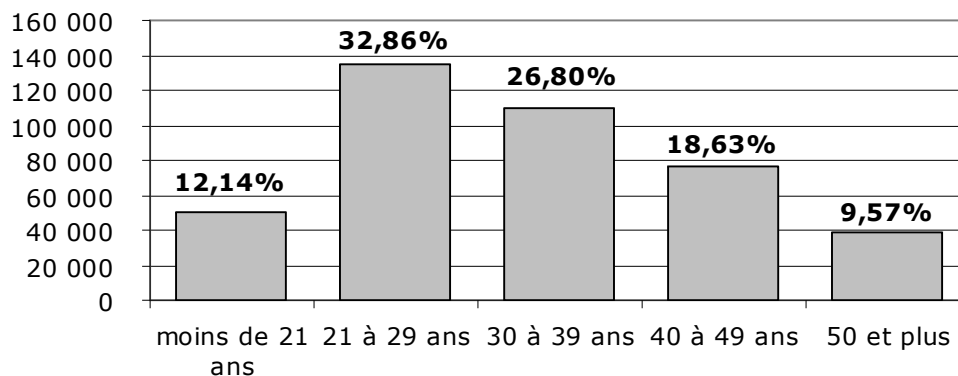
Répartition des DUE par activité



Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

<i>SERVICES</i>	266 954	65,07%
<i>COMMERCE</i>	23 978	5,84%
<i>INDUSTRIE</i>	9 479	2,31%
<i>CONSTRUCTION</i>	10 314	2,51%
<i>AUTRES</i>	99 516	24,26%
	410 241	100,00%

Répartition des DUE selon l'âge du salarié

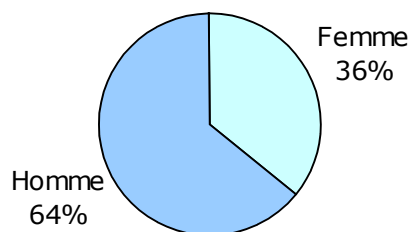


Tranche d'âge	Nb de DUE	%
moins de 21 ans	49 790	12,14%
21 à 24 ans	67 899	16,55%
25 à 29 ans	66 897	16,31%
30 à 34 ans	58 605	14,29%
35 à 39 ans	51 330	12,51%
40 à 44 ans	42 572	10,38%
45 à 49 ans	33 871	8,26%
50 à 54 ans	20 640	5,03%
plus de 55 ans	18 636	4,54%
Total	410 241	100,00%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

Département de la Seine-Saint-Denis - Données du 2ème semestre 2008 par secteur d'activité, par sexe et par tranche d'âge (suite)

Répartition des DUE par sexe



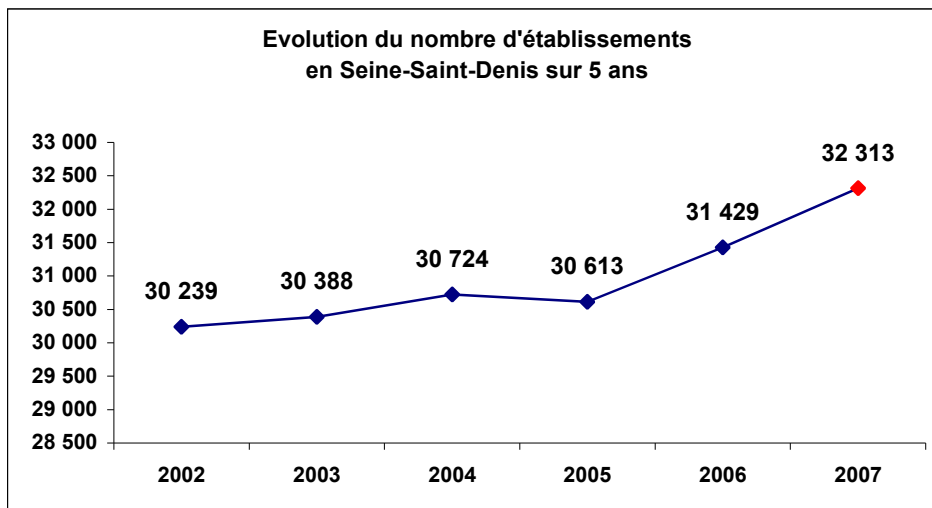
Sexe	Nb de DUE	%
Femme	147 032	36%
Homme	263 209	64%
Total	410 241	100%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

L'EMPLOI : Données sur l'emploi (1)

Evolution du nombre d'établissements (2007 : données provisoires)

De 2002 à 2007, le nombre d'établissements en Seine-Saint-Denis s'est accru de 2 074 entreprises, passant de 30 239 à 32 313, soit une progression de 6,8%.

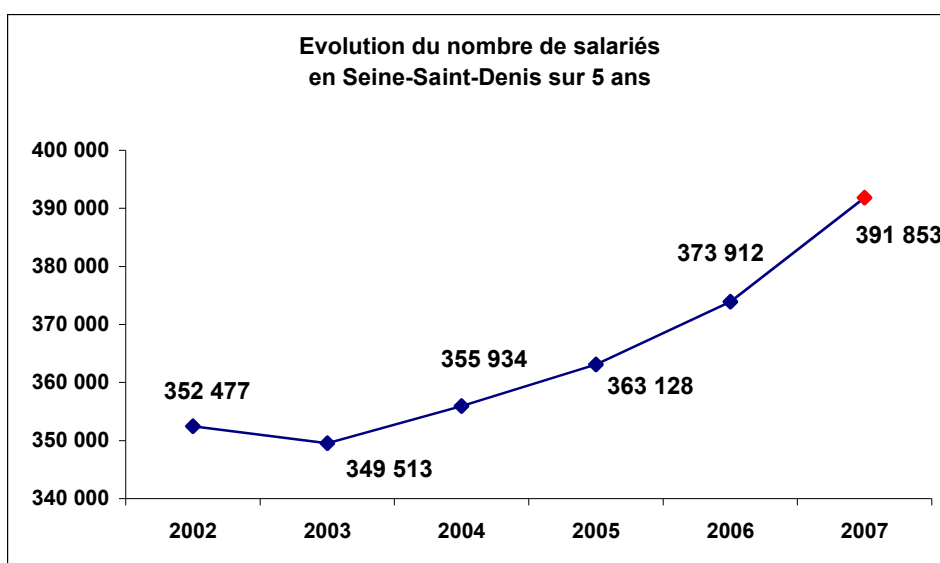


Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

Evolution du nombre de salariés (2007 : données provisoires)

De 2002 à 2007 l'emploi salarié est passé de 352 477 en 2002 à 391 853 en 2007, soit une progression de 39 376 emplois (+11,1%).

La dynamique enclenchée en matière de création d'emplois se poursuit (+ 6421 salariés soit +1,8% de 2003 à 2004, + 7194 salariés soit +2% de 2004 à 2005, + 10 784 salariés soit +3% de 2005 à 2006, 17 941 salariés soit +4,8 de 2006 à 2007).

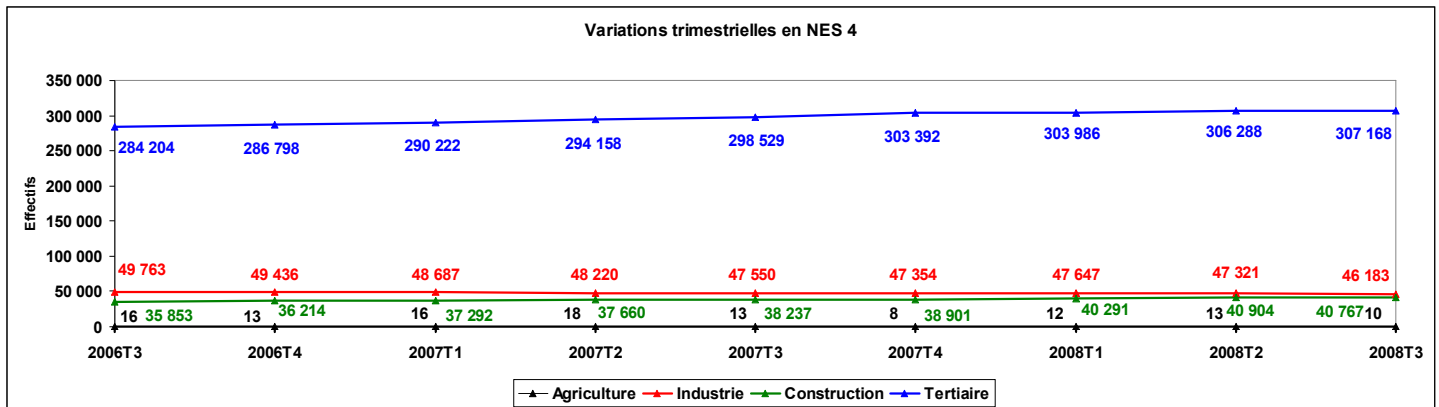


Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

L'EMPLOI : Données sur l'emploi (2)

Evolutions trimestrielles des effectifs dans les grands secteurs de l'emploi

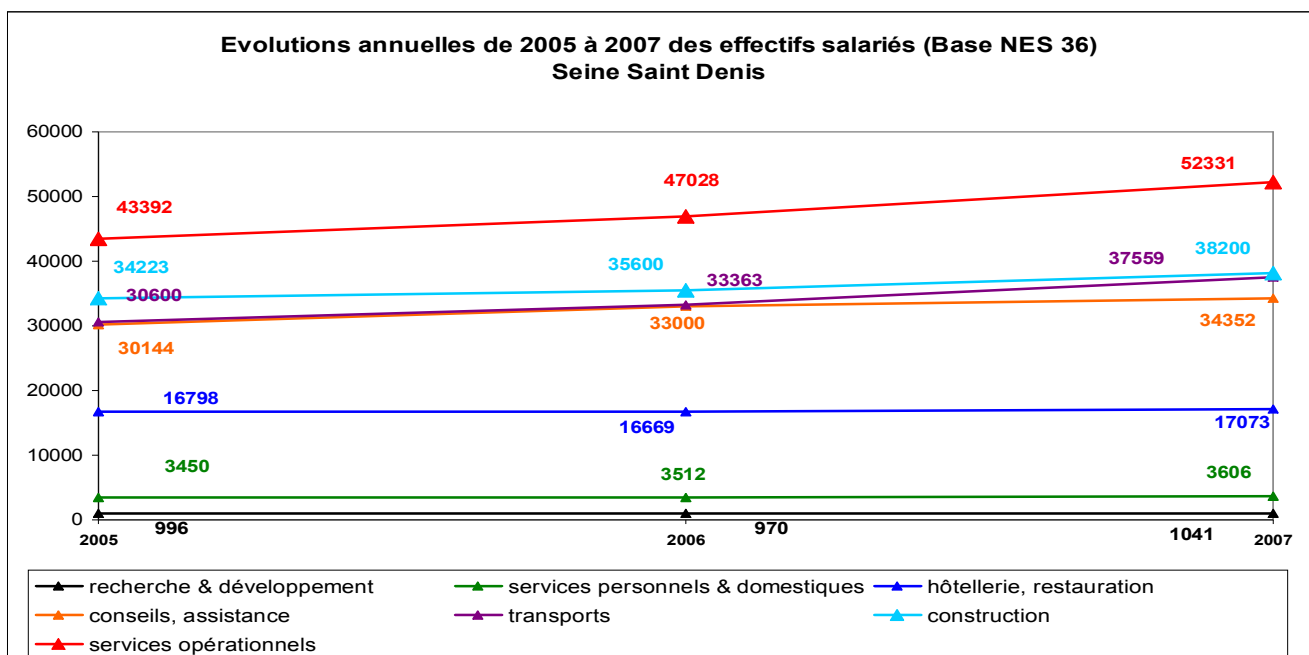
Le graphique ci-dessous montre l'évolution trimestrielle du nombre de salariés en NES 4 des secteurs de l'industrie de la construction, du tertiaire et de l'agriculture. Les courbes des secteurs tertiaire et de la construction montrent une évolution positive constante sur 2006, 2007 et le début de l'année 2008 (+8,1 % soit +22 900 personnes pour le tertiaire et +13,7% soit +4 900 personnes pour la construction). L'industrie décroît très régulièrement sur la même période (-7,2% soit -3580 personnes).



Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

Evolutions annuelles des effectifs dans les grands secteurs de l'emploi

Les transports (+22,7%), les services opérationnels (+20,6%), le conseil et l'assistance (+14,0%), la construction (+11,6%) sont les services qui ont le mieux progressé depuis 2005. La recherche & le développement et les services personnels & domestiques ont une croissance modérée (+4,5%), cependant si la croissance de R & D est de 4,5% elle est à pondérer relativement au faible effectif concerné. Enfin l'hôtellerie et la restauration ont une croissance plus faible (+1,6%).

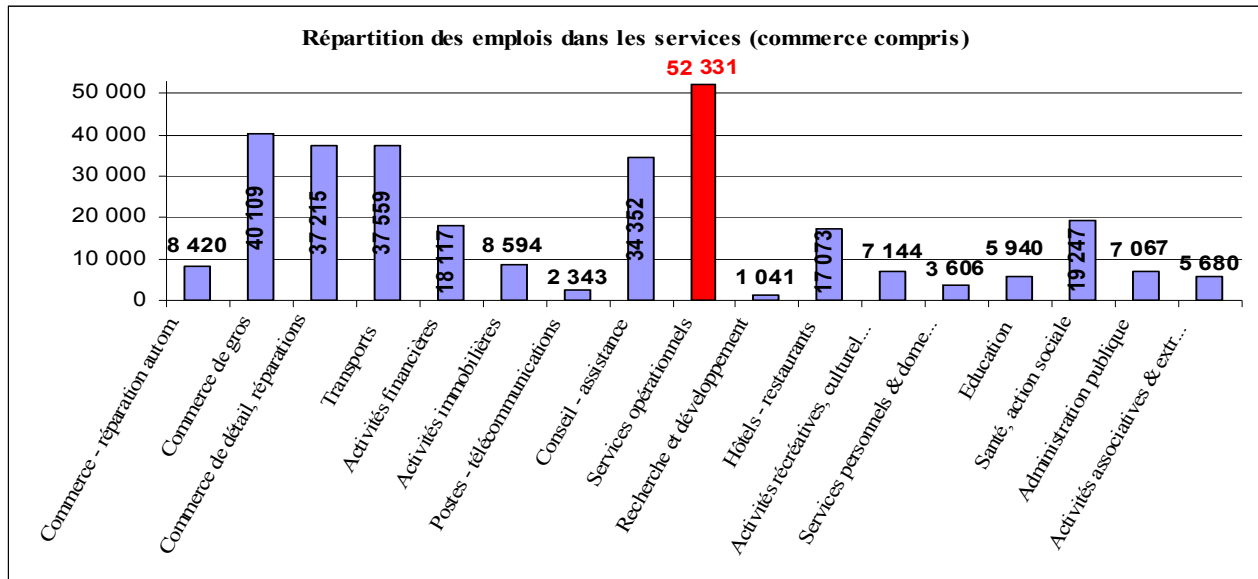


Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

L'EMPLOI : Données sur l'emploi (3)

La répartition des emplois dans les services de Seine Saint Denis en 2007 (données provisoires)

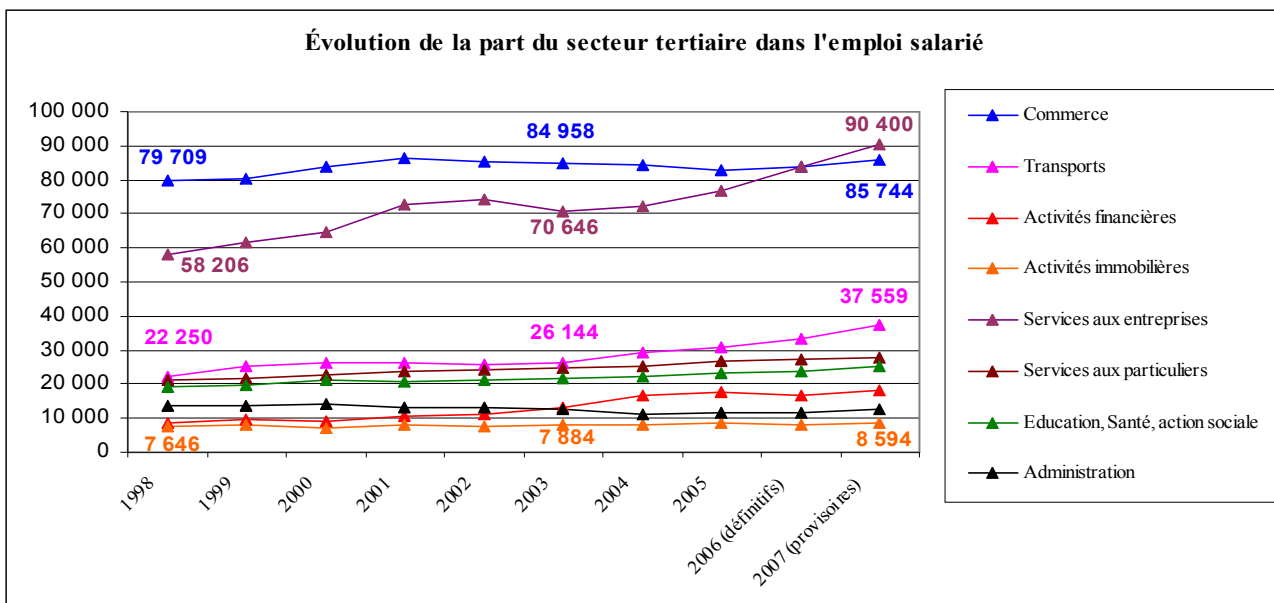
Les services opérationnels représentent la part la plus importante des services (52 331 emplois), suivis par le commerce de gros (40 109 emplois), les transports (37 559 emplois) et le commerce de détail (37 215 emplois).



Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

Évolution de la part du secteur tertiaire dans l'ensemble des emplois salariés de 1998 à 2007

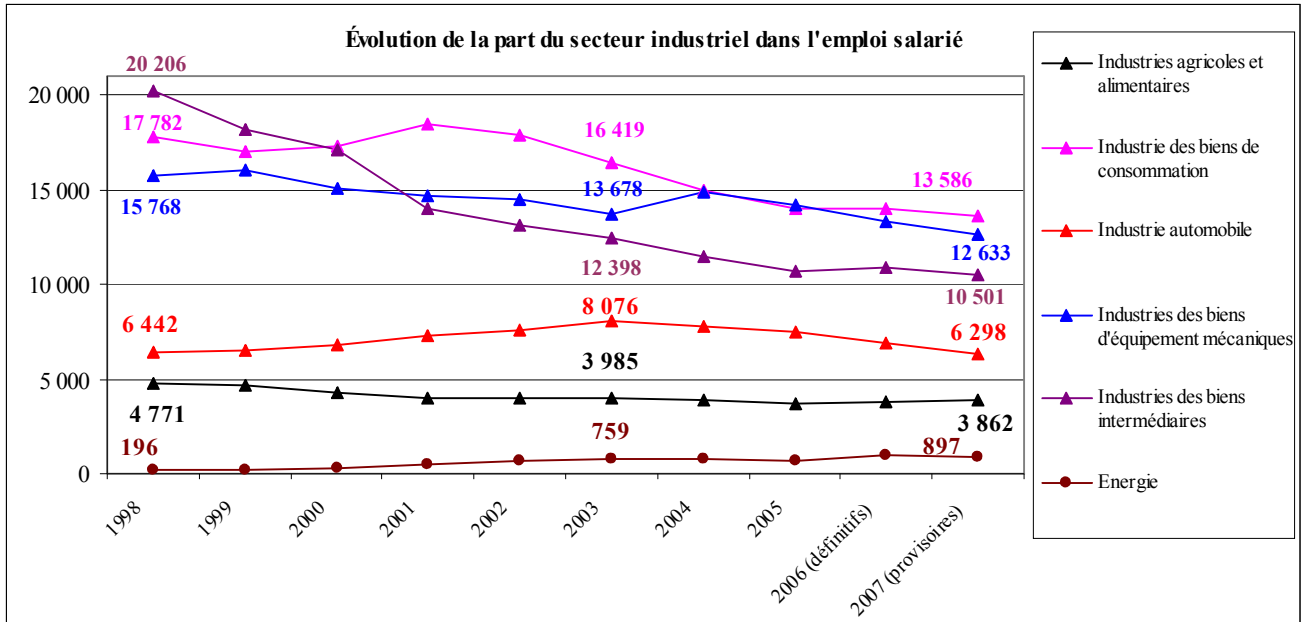
Selon le graphe ci-dessous, il est constaté une progression sur l'ensemble des secteurs. Cependant depuis 2003, la plus forte progression concerne les transports (+43%), les activités financières (+37%) et les services aux entreprises (+27%).



Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

Évolution de la part du secteur industriel dans l'ensemble des emplois salariés de 1998 à 2007

Selon le graphe ci-dessous, il est constaté une régression sur l'ensemble des secteurs, sauf l'énergie qui est en progression constante (+ 18% de 2003 à 2007). Depuis 2003, la plus forte baisse concerne l'industrie automobile (-22%), l'industrie des biens de consommation (-17%) et l'industrie des biens intermédiaires (-15%).



Source : GARP / UNEDIC (traitement DDTEFP 93)

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

- Le volume de construction de logements neufs est en forte baisse en Seine-Saint-Denis alors que le volume de construction de locaux d'entreprise maintient son dynamisme en 2008.
- Les ventes d'appartements neufs se sont notablement ralenties alors que les prix de vente moyens sont toujours en hausse sur un an.
- Le niveau des transactions de bureaux a atteint un record en 2008, à l'opposé de la région Ile-de-France.
- Les montants d'investissements en immobilier d'entreprise se sont fortement réduits, mais la Seine-Saint-Denis parvient à tirer son épingle du jeu.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

La construction (1)

Les logements

Volume de la construction des logements neufs

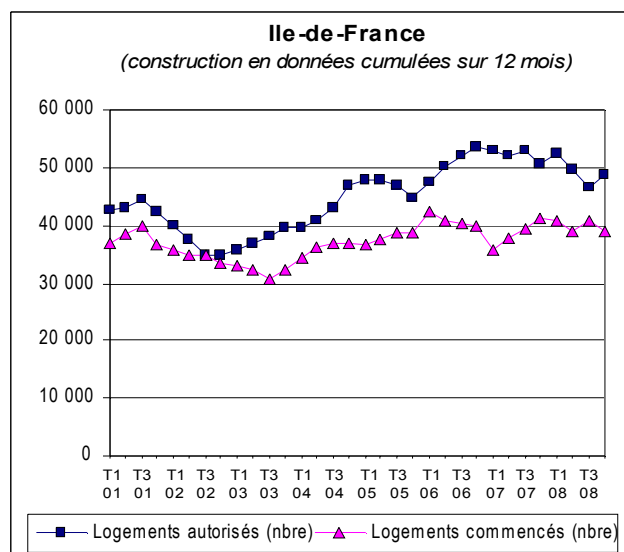
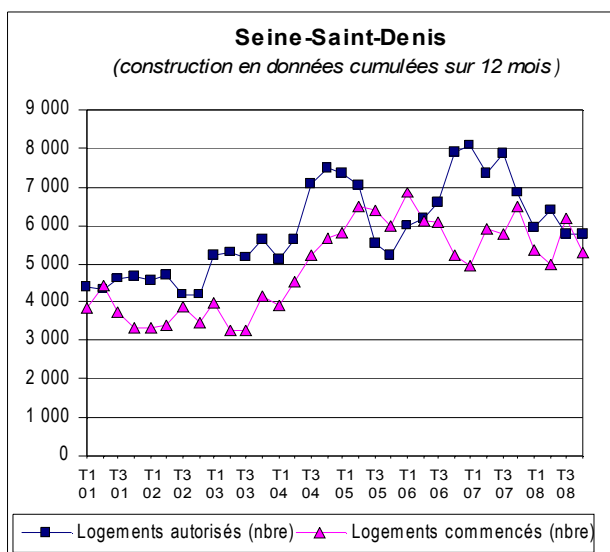
Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club 93 conjoncture sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique) qui donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs départementaux du SDRIF (4 555 logements autorisés non annulés en moyenne annuelle sur les 15 années de la période 1990-2005 par rapport aux objectifs de 6 800 logements sur les 53 000 fixés à l'échelle régionale pour le SDRIF en vigueur. Afin de résoudre la crise du logement en Ile-de-France, ces objectifs sont respectivement portés à 8 800 et 60 000 logements).

Avertissement : en Ile-de-France, la conjugaison de la réforme du permis de construire et de la pleine application de la décentralisation de l'instruction a fortement impacté, en 2008, la remontée des données statistiques sur la construction neuve. Aussi, les chiffres sont-ils à analyser avec précaution, d'autant plus que cette situation survient dans un contexte général de ralentissement de l'activité du marché immobilier.

Compte tenu des réserves précédentes, en Seine-Saint-Denis, le volume de la production de logements neufs aurait connu une baisse sensible en 2008 : 5 691 logements « ordinaires » auraient été autorisés soit -14 % par rapport aux résultats de l'année 2007. 80 logements en résidence auraient également été autorisés, ce qui porte le total de la production à 5 771 logements.

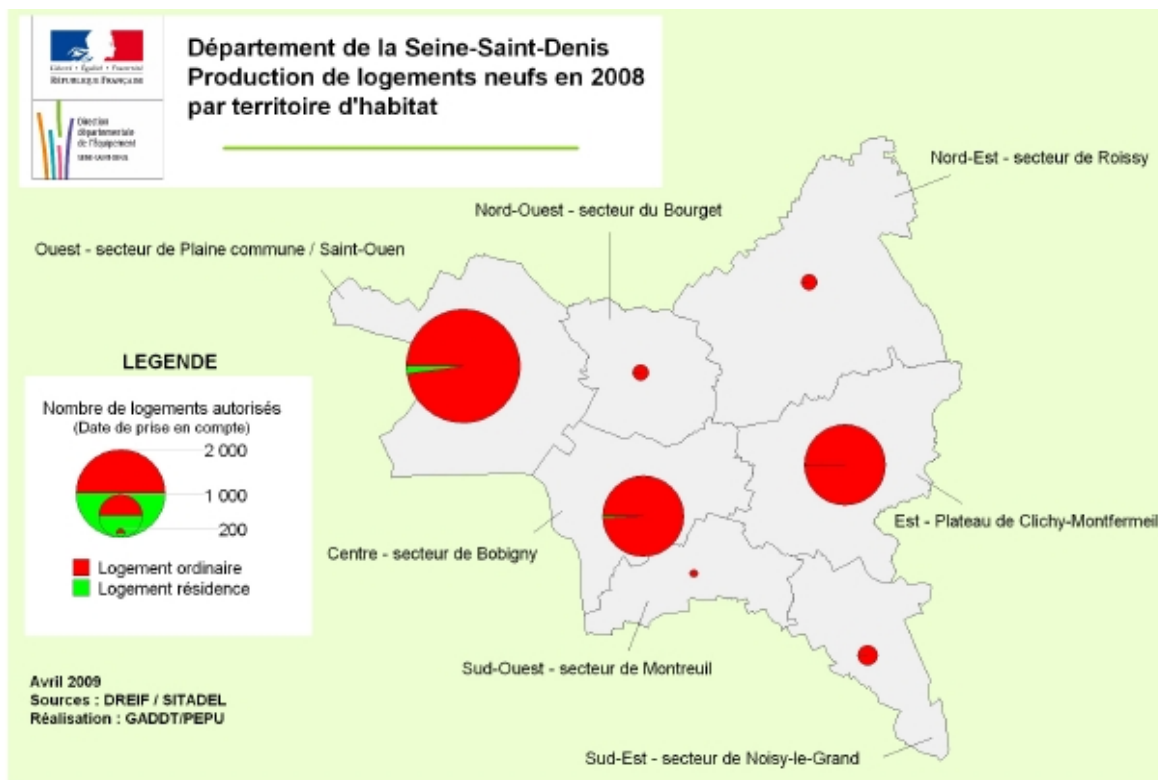
Cette situation se place dans un contexte régional également en retrait, mais de manière apparemment moins prononcée qu'en Seine-Saint-Denis : près de 44 945 logements « ordinaires » autorisés, soit une baisse de l'ordre de 7 % par rapport à l'année 2007. La part départementale de la production régionale, 12,7 % en 2008, aurait ainsi reculé de 1 point en une année.

Les statistiques sur les mises en chantier de logements ordinaires font ressortir une tendance baissière du même ordre de grandeur que celle des autorisations de construire, tant au niveau départemental que régional (respectivement -16 % et -4 %).



Source : SITADEL / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France / DDE 93

Production de logements neufs en 2008 par territoire d'habitat (autorisation de construire)



LES TERRITOIRES



NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS DU 01/01/2008 AU 31/12/2008

Territoire	Logt_ordinaire	Logt_résidence	Nbre_Total
ouest - secteur de Plaine commune	1 894	42	1 936
nord-ouest - secteur du Bourget	281	0	281
nord-est - secteur de Roissy	253	0	253
centre - secteur de Bobigny	1 412	12	1 424
est - plateau de Clichy-Montfermeil	1 386	0	1 386
sud-ouest - secteur de Montreuil	160	0	160
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	327	0	327
Total Seine-Saint-Denis	5 713	54	5 767

Source : DREIF

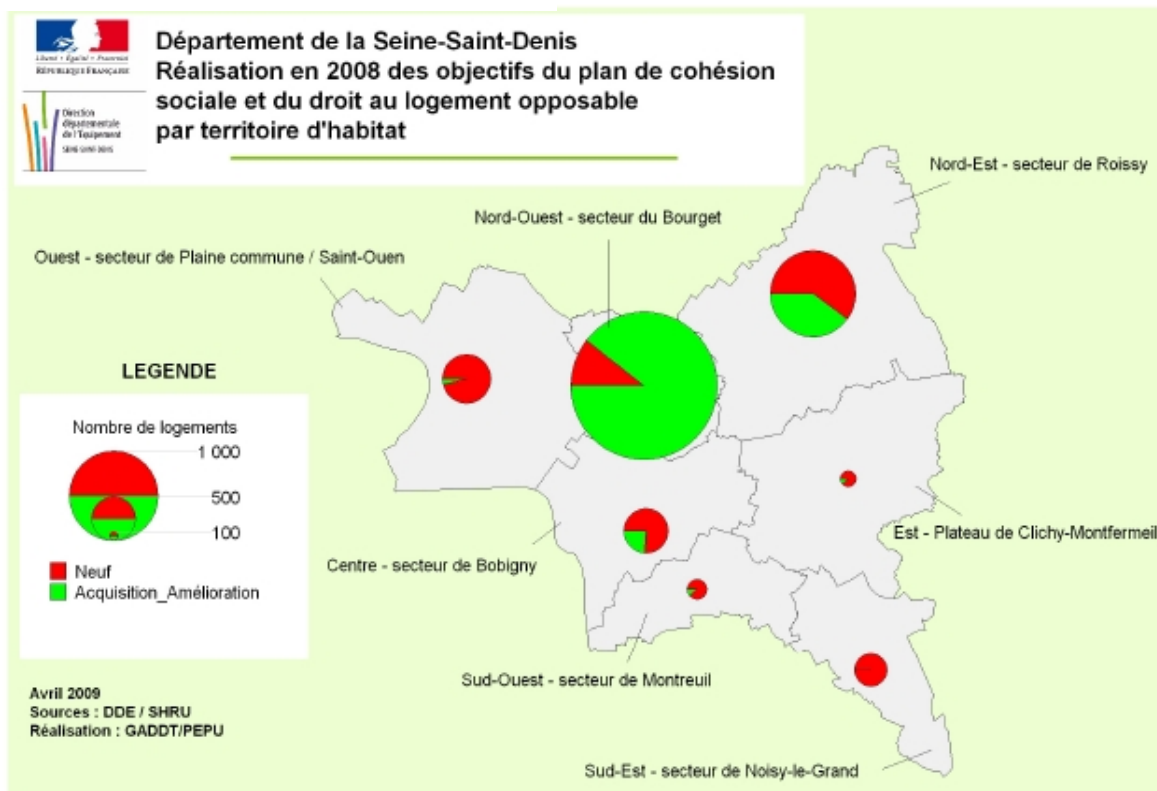
Les données statistiques de la construction de l'année 2008 restant impactées par la réforme de leur mode de collecte mise en œuvre en octobre 2007, l'analyse des chiffres et de leurs évolutions est à considérer avec réserves, en particuliers aux échelles infra départementales. Il faudra attendre la publication des statistiques SITADEL en date réelle pour valider ces analyses.

La répartition par territoires d'habitat de la Seine-Saint-Denis de la production de logements neufs « ordinaires » (environ 5 700 logements) montre que trois d'entre eux, l'Ouest (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen), le Centre (secteur de Bobigny) et l'Est (plateau de Clichy-Montfermeil) totaliseraient plus de 80 % des autorisations de construire de l'année 2008.

L'Ouest resterait le secteur le plus actif, avec une part de la construction départementale, 33 %, toujours supérieure au poids de son parc de logements (26 % en 1999). Son niveau de production marquerait cependant le pas par rapport à 2007 (- 9 %), tandis que la situation des territoires du Centre et de l'Est, avec respectivement 25 % et 24 % de la production départementale 2008, maintiennent le regain d'activité constaté depuis 2007.

Les quatre autres territoires du département, qui représentent 40 % du parc de logements, auraient réalisé ensemble moins de 20 % de la production de l'année 2008, pour un volume de construction en recul de près de 50 %, la chute atteignant 70 % sur le territoire Sud-ouest (secteur de Montreuil).

Logements locatifs sociaux en 2008



LES TERRITOIRES



NOMBRE DE LOGEMENTS FINANCES OU AGREES EN 2008

Territoire	Neuf	Acquisition_Amélioration	Total
ouest - secteur de Plaine commune	396	15	411
nord-ouest - secteur du Bourget	134	1 134	1 268
nord-est - secteur de Roissy	433	288	721
centre - secteur de Bobigny	301	96	397
est - plateau de Clichy-Montfermeil	136	18	154
sud-ouest - secteur de Montreuil	166	21	187
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	273	0	273
Total Seine-Saint-Denis	1 839	1 572	3 411

Source : DDE 93

En 2008, l'objectif départemental de production de logements locatifs sociaux fixé au niveau régional pour la mise en œuvre du plan de Cohésion Sociale (PCS) et du Droit au Logement Opposable (DALO) était de 2 967 logements (comprises les acquisitions-améliorations, mais hors reconstruction de l'offre locative sociale des projets ANRU et hors PLS de la Foncière Logement).

L'objectif 2008 PCS et DALO a été rempli à 115 % par la production de 3 411 logements réalisés en 64 opérations dont 54 en construction neuve (1 839 logements), 6 en acquisitions-améliorations et 4 en acquisition sans travaux (1 572 logements).

Ont en outre été financés, au-delà de la réalisation du PCS et du DALO, 1 918 logements en ANRU (dont 1 345 logements neufs et 573 en acquisition-amélioration), et agréés 295 logements neufs PLS de la Foncière Logement.

La répartition par territoires d'habitat de la réalisation des objectifs du PCS et du DALO montre que les territoires du Nord-Ouest (secteur du Bourget) et du Nord-est (secteur de Paris Charles-de-Gaulle) ont produit près de 60 % de l'objectif départemental. Le rachat par LOGICIL de logements des patrimoines d'ICADE et de la SAGI, situés respectivement au Blanc-Mesnil (1 134 logements) et à Sevran (288 logements) représentant une part importante de ces résultats. L'Ouest (secteur de Plaine Commune et Saint-Ouen) et le Centre (secteur de Bobigny), pour parts égales, totalisent 24 % de la réalisation de l'objectif départemental et les 3 autres territoires le solde, soit 18 %.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER :

La construction (2)

Les locaux d'entreprises

Volume de construction de locaux d'entreprises

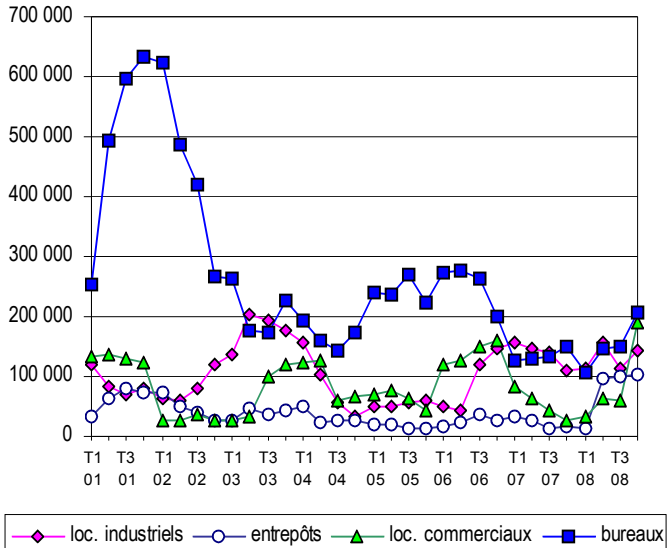
Avertissement : *en Ile-de-France, la conjugaison de la réforme du permis de construire et de la pleine application de la décentralisation de l'instruction a impacté le mode de collecte des données statistiques sur la construction neuve. Aussi, les chiffres de l'année 2008 sont-ils à analyser avec précaution, d'autant plus que cette situation survient dans un contexte général de déstabilisation de l'activité du marché immobilier.*

Au second semestre 2008, un peu plus de 365 000 m² de locaux destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels, entrepôts et locaux commerciaux) ont été autorisés à la construction en Seine-Saint-Denis, soit une progression de 32 % par rapport au 1er semestre 2008 (environ 280 000 m² autorisés) et un quasi doublement des surfaces par rapport au second semestre 2007 (185 000 m²). Au terme de l'année 2008, plus de 640 000 m² ont ainsi été autorisés, soit une hausse de 112 % en un an. La position de la Seine-Saint-Denis dans la production régionale de locaux s'est ainsi sensiblement redressée : elle atteint 15 % des autorisations de construire de l'Ile-de-France de l'année 2008, contre 9 % en 2007.

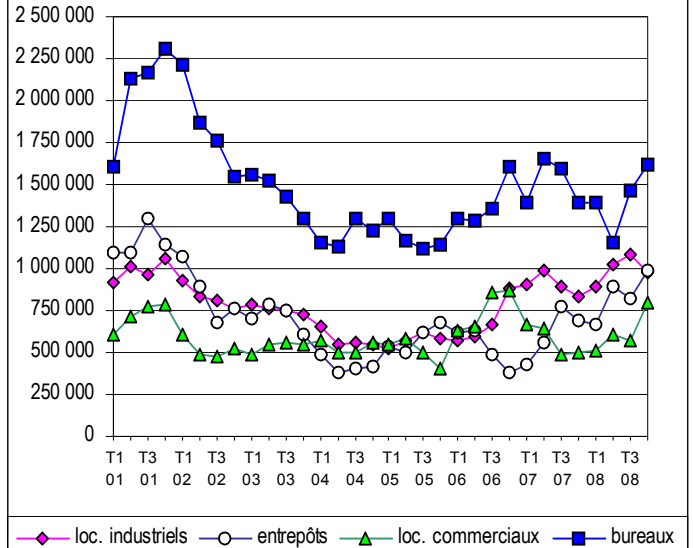
La forte progression du volume des projets de locaux au second semestre 2008 est principalement liée au développement des bureaux (143 000 m²) et des locaux commerciaux (140 000 m²), les projets de locaux industriels étant demeurés à leur niveau du premier semestre (un peu plus de 70 000 m²). Les surfaces d'entrepôts, qui avaient exceptionnellement atteint un niveau élevé au premier semestre 2008 en raison de la délivrance du permis de construire des archives nationales, à Pierrefitte (un peu plus de 84 000 m²), retrouvent un niveau de production plus habituel avec un peu moins de 11 000 m² autorisés. Parmi les principaux projets immobiliers autorisés au second semestre, on retiendra, en termes de superficie, pour les locaux industriels, ceux de l'OREAL à Saint-Ouen (26 000 m²) et de l'imprimerie du Figaro à Tremblay (29 000 m²), pour les locaux commerciaux, l'extension du centre commercial Rosny 2 (32 000 m²) et le projet Aéroville d'UNIBAIL (près de 99 000 m² de SHON totale dont un peu plus de 65 000 m² sur la commune de Tremblay) et, pour les bureaux, les projets développés sur l'extension de la ZAC Landy France à Saint-Denis (plus de 67 000 m² lancés par trois opérateurs).

Au niveau régional, au second semestre 2008, la production de locaux est également restée à un niveau très soutenu avec près de 2 480 000 m² autorisés, soit une progression de 30 % par rapport au premier semestre. Ce sont principalement les projets tertiaires qui tirent le développement de l'offre de locaux : avec plus de 1 120 000 m² autorisés, les surfaces de bureaux (en hausse de 130% par rapport au semestre précédent) représentent 45 % du total des projets (contre 26 % au précédent semestre).

Seine-St-Denis : construction de locaux d'entreprises
(surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois)



Ile-de-France : construction de locaux d'entreprises
(surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois)



Source : SITADEL / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

Le marché de l'immobilier (1)

Marché des appartements neufs (promotion privée)

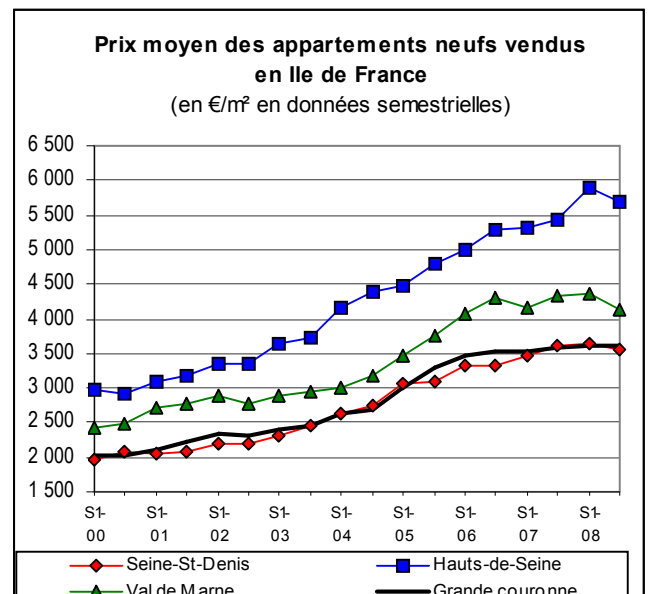
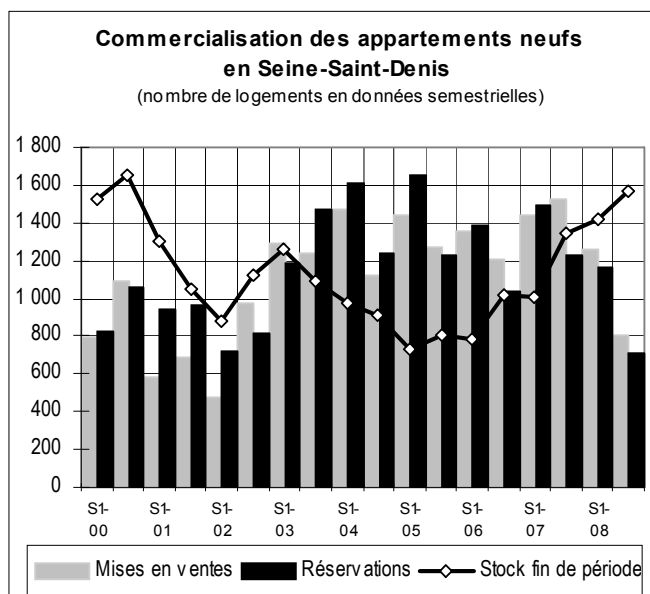
En Seine-Saint-Denis, au second semestre 2008, l'activité du marché des appartements neufs s'est notablement ralentie : 707 appartements ont été réservés et 804 nouveaux logements mis en vente, contre, respectivement, 1 161 et 1 264 au premier semestre, soit un recul sur six mois de 39% des réservations et de 36% des mises en vente. L'année 2008 s'est achevée avec un volume annuel de 1 868 réservations et 2 068 mises en vente, en baisse chacun de plus de 30% par rapport à 2007. On retrouve un niveau d'activité du marché équivalent à celui du début des années 2000. Cette situation prévaut également pour le niveau du stock proposé à la vente qui atteint 1 568 appartements à la fin décembre 2008, en hausse de 10% sur six mois. Ce stock représente un peu plus de 13 mois de délai d'écoulement au rythme des ventes des deux derniers trimestres de l'année, soit un doublement des délais d'écoulement en un an.

A l'échelle de l'Ile-de-France, la situation du marché des appartements neufs présente les mêmes tendances qu'en Seine-Saint-Denis, tant au niveau du recul du volume des réservations que de celui des mises en vente : un peu plus de 12 500 appartements neufs ont été réservés en 2008, soit 33% de moins qu'en 2007 et 12 800 nouveaux appartements mis en vente (-34,5% en un an). Le stock, qui avait amorcé un début de décrue au premier trimestre 2008 est de nouveau à la hausse (+ 6% en un an) : près de 12 300 appartements neufs étaient proposés à la vente en Ile-de-France à la fin du mois de décembre, 60 % de cette offre étant située en grande couronne.

Prix de vente moyen (€/m²)

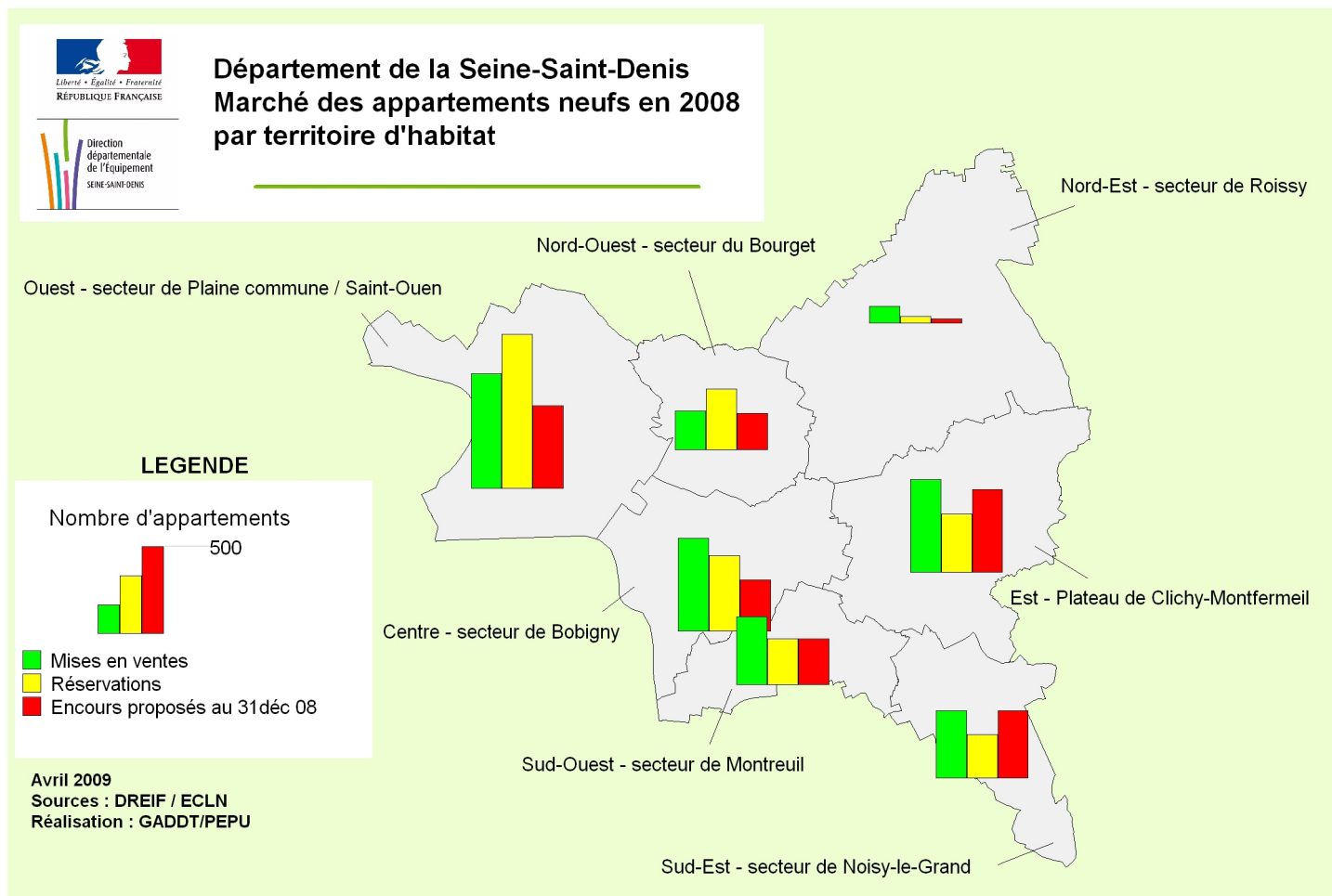
En Seine-Saint-Denis, après une amorce de recul du prix moyen des appartements neufs réservés au 3ème trimestre, la tendance est à nouveau à la hausse au dernier trimestre, la moyenne des prix atteignant 3 673 €/m², soit + 2 % en un an. La fourchette des moyennes communales varie de 2 811 €/m² à 5 571 €/m².

En moyenne, en Ile-de-France, les prix des appartements neufs réservés au second semestre 2008 ont progressé de 3 % en une année, mais avec des disparités de situation selon les territoires : à Paris, les prix des biens réservés (8 242 €/m²) se sont élevés de 5 %, tandis que dans les Hauts-de-Seine (5 702 €/m²) et dans le Val de Marne (4 124 €/m²), les prix ont, respectivement, enregistré une baisse de -3 % et - 6 %. En grande couronne, la moyenne des prix (3 622 €/m²) est restée stable.

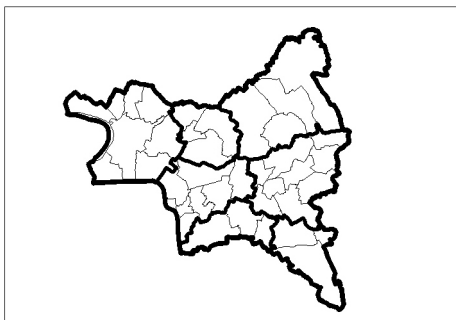


Source : ECLN (Direction Régionale de l'Équipement d'Ile de France)

Marché des appartements neufs en 2008 (à la vente)



LES TERRITOIRES



INDICATEURS DE L'ANNEE 2008

Territoire	Mises_en_ventes	Reservations	Encours_31dec08
ouest - secteur de Plaine commune	483	645	352
nord-ouest - secteur du Bourget	168	253	152
nord-est - secteur de Roissy	73	31	21
centre - secteur de Bobigny	392	320	215
est - plateau de Clichy-Montfermeil	386	248	347
sud-ouest - secteur de Montreuil	283	192	194
sud-est - secteur de Noisy-le-Grand	283	179	287
Total Seine-Saint-Denis	2 068	1 868	1 568

Source : DDE 93

Dans un contexte départemental marqué par le recul des ventes de logements neufs, en particulier au second semestre 2008 durant lequel 707 appartements ont été réservés contre 1 161 au semestre précédent, soit - 39 %, le territoire Ouest (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen) demeure le plus actif, avec plus de 34 % des réservations de l'année enregistrées en Seine-Saint-Denis. En termes de volume, c'est le territoire qui a connu la plus forte chute des transactions, avec 645 réservations en 2008 contre 1 150 en 2007, soit - 44 %.

Seul le territoire Sud-est (secteur de Noisy-le-Grand) a vu un regain de son activité, avec une hausse de 26 % des réservations (179 appartements en 2008, contre 124 en 2007). Celle-ci est liée au développement d'une offre nouvelle sur les communes de Neuilly-sur-Marne et de Gournay (214 appartements ont été mis en vente dans l'année sur l'ensemble du secteur).

Sur les autres territoires, le recul des ventes de l'année oscille entre - 15 % (territoire Est, avec environ 250 réservations dans l'année) et - 64 % (territoire Nord-est, 31 réservations). Sur le Nord-Ouest (secteur du Bourget), si les réservations (253 appartements) sont en retrait de près de 20 %, leur poids dans l'activité départementale (13,5 %) reste de plus de 4 points supérieur à celui du poids du parc de logements de ce territoire (9 % du parc départemental en 1999). Sur les territoires Centre (secteur de Pantin-Bobigny) et Sud-ouest (secteur de Montreuil-Rosny), qui représentent respectivement 20 et 12 % du parc départemental, les volumes des transactions (320 et 192 appartements réservés) ne dépassent pas 17 et 10 % du marché séquanodionysien.

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER :

Le marché de l'immobilier (2)

Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise

Dans un contexte économique particulièrement défavorable l'année 2008 fut de manière générale une année dynamique pour la Seine-Saint-Denis qui a su tirer son épingle du jeu dans tous les compartiments.

Bureaux

Dans un marché régional qui a chuté de 14%, avec environ 2 400 000 m² placés en 2008 contre 2 700 000 en 2007, la Seine-Saint-Denis, a contrario, a progressé pour atteindre 280 000 m² soit environ 11,5% de part de marché, chiffre encore jamais atteint et ce grâce principalement au secteur de la banque/assurance.

Les principales commercialisations de bureaux au second semestre se sont portées sur des immeubles neufs :

- France TELECOM 32 000m² sur « le Balthazar » à Saint-Denis
- GROUPAMA BANQUE dans 14 600m² « In Situ » à Montreuil
- GMF 5 700m² le « Copernic2 » à Noisy-le-Grand
- Voyages KUONI 5 700m² « Le Coris » à Saint-Ouen
- DELL Computer 4 400m² « Les Portes de France » à Saint-Denis

La dégradation du contexte économique, le retournement du marché de l'emploi et l'attentisme des entreprises qui a touché la France devraient assez lourdement peser sur la consommation de surfaces de bureaux.

Cependant la Seine-Saint-Denis, de par sa position, sa qualité urbaine, sa desserte et ses offres de grandes surfaces neuves, de qualité et à un coût modéré, devrait continuer d'attirer de nouvelles entreprises, les conditions actuelles étant propices à l'optimisation de l'immobilier, deuxième poste en entreprise après la masse salariale.

Aussi des opérations neuves ou restructurées en cours ou en livraison telles que « Le Spallis » à Saint-Denis, l'« Atrium Plaza » à Bobigny, le « Mermoz » au Bourget, le « Copernic 2 » à Noisy-le-Grand, « Galliéni 1 » à Bagnole, la « Tour Neuf » ou « Terra Nova V » à Montreuil devraient répondre aux attentes des utilisateurs en quête de grandes surfaces de bonne qualité dans une période où la recherche d'économies est omniprésente.

L'offre disponible a plutôt eu tendance à décroître en 2008, grâce à la résorption du stock, en particulier à l'offre en chantier qui continue à bien s'écouler.

Locaux d'activités & entrepôts

Le marché s'est montré très dynamique, tiré par de grandes transactions tout au long de l'année, tant en entrepôts qu'en locaux d'activités, pour atteindre des valeurs égales voire supérieures aux années 2005/2006 avec 192 000m² d'activités et 123 000 m² d'entrepôts commercialisés.

Les parcs d'activités neufs et de qualité ont rapidement trouvé preneur tels que « Carré des aviateurs » au Blanc-Mesnil, « Parc des damiers » à La Courneuve, « Parc de l'espace » au Bourget..., la Seine-Saint-Denis ayant retrouvé un rôle moteur dans la dynamique de renouvellement de l'offre neuve de locaux à destination des PME / PMI.



Principales transactions en locaux d'activités au second semestre :

- CHENUE à Saint-Denis sur 35 000 m²
- EQUINIX à Saint-Denis sur 10 000 m²
- INCM au Bourget sur 5 000 m²

Principales transactions en entrepôts au second semestre :

- Transports MONIN à Bobigny sur 8 000 m²
- PAPREC à La Courneuve sur 7 000 m²
- LP ART à La Courneuve sur 6 600 m²
- RICHARDSON au Bourget sur 4 200 m²

Source : Seine-Saint-Denis Avenir

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER : Le marché de l'immobilier (3)

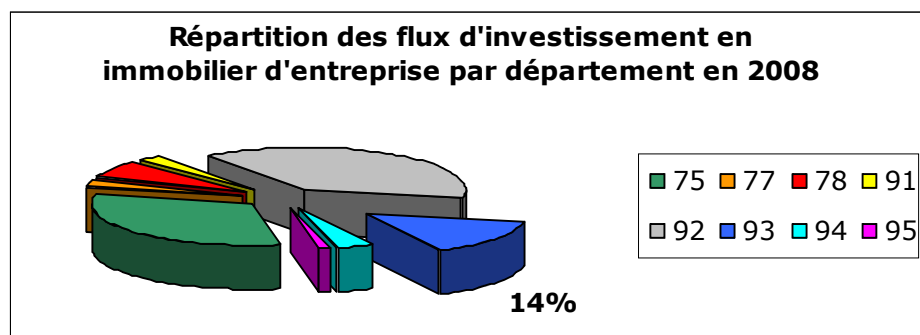
Montants des investissements réalisés en immobilier d'entreprise

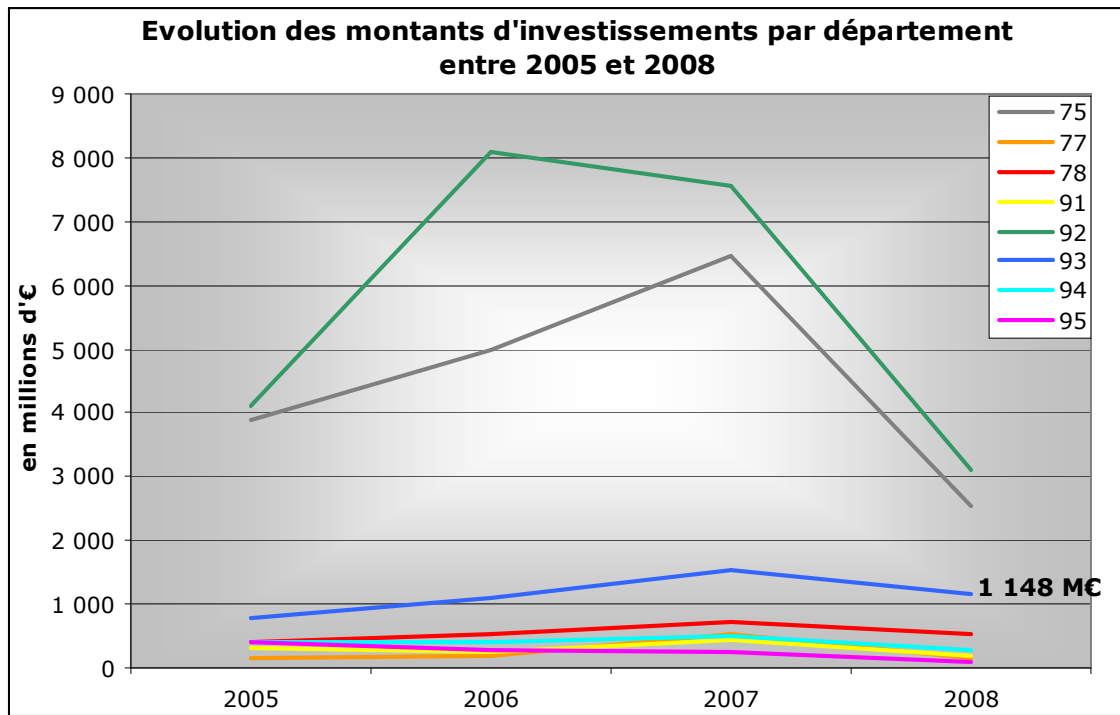
Répartition des investissements hors portefeuille par département en Ile-de-France en 2008 (en millions d'€) - Source : CB Richard Ellis / Immostat

Même si le montant des investissements cumulés à 1 148 Million d'euros a diminué de 25% sur l'année 2008 par rapport à 2007, la Seine-Saint-Denis a bien résisté, cette diminution étant sans commune mesure avec celle constatée sur l'Ile-de-France avec une chute moyenne de plus de 55%

	Bureaux	Activités	Commerces	Entrepôts	Logistique	Total	Evolution 2007/2008
Paris	2 463		80			2 543	-60,7%
Seine-et-Marne	8	33	29	7	90	167	-67,8%
Yvelines	437		102			539	-23,8%
Essonne	158	11		9		178	-59,1%
Hauts-de-Seine	3 072	13			24	3 109	-58,9%
Seine-Saint-Denis	1 042	14	86	6		1 148	-25,1%
Val-de-Marne	264	4	12		13	293	-40,9%
Val d'Oise	36	31		4	20	91	-63,9%
Total	7 480	106	309	26	147	8 068	-55,8%

Le climat d'incertitude actuel, le peu de visibilité et le ralentissement de la demande exprimée pourrait entraîner un report dans la mise en chantier d'immeubles de bureaux et les éventuelles difficultés de financement pourrait également contraindre l'activité.







NOTE METHODOLOGIQUE

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l'Est Francilien • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIP, TERRitem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCIP 93), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 1^{er} janvier de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organisme soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (en fait, c'est la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

➤ Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

➤ TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

➤ TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

➤ TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés
- la déclaration d'achèvement des travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

		Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
Construction neuve		autorisés (PC)	mises en chantier	
	par un organisme social / HLM	oui	oui	non relevant
	par un promoteur privé	oui	oui	oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
	par un particulier en maison individuelle ("diffus")	oui		oui
Transactions dans l'ancien	non relevant			(à partir de 2006)

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL (suite)

La DDE transmet des données sur les flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de la DDE : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi la DDE ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

DONNEES SUR L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le GRECAM réalise pour le compte de la CCIP 93 et de la DDE un tableau de bord de l'immobilier d'entreprise de la Seine-Saint-Denis dont les données émanent de l'observatoire régional. Il s'agit d'une base de données sur les locaux dits « en blanc » (c'est-à-dire excluant les « constructions pour soi »), de plus de 500 m², proposés à la vente ou à la location aux entreprises par les opérateurs immobiliers (promoteurs, propriétaires, cabinets immobiliers). Chaque programme neuf, chaque surface libérée en Ile de France fait l'objet d'un suivi par enquête jusqu'à l'achèvement de sa commercialisation.

Locaux de bureaux :

Tout ou partie d'un immeuble pouvant être loué ou acheté en tant que locaux de bureaux commerciaux indépendants.

Locaux d'entrepôts :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, définis par une proportion de bureaux inférieure à 30%, et dont les caractéristiques physiques sont :

surfaces en rez-de-chaussée ou étages avec rampe d'accès, hauteur-sous-plafond supérieure à 5m, charge au sol supérieure à 2 T/m², accès camion de plus de 19T soit par porte camion soit par quai de déchargement.

Locaux d'activités :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, mais ne répondant pas aux exigences techniques de l'entreposage. Cette catégorie regroupe, par soucis de simplification, ce que le Grecam nommait jusqu'en 2007 "ateliers" et "locaux mixtes", les seconds se distinguant des premiers par une proportion de bureaux plus importantes et/ou par une vocation fortement tertiaire (laboratoires, centres de formation ...).

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



CONTACTS

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • Pôle Emploi de l'Est Francilien • Direction Départementale de l'Équipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Seine-Saint-Denis Avenir • Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Julien TUILIER
Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis
Tél : 01 48 95 10 79 / Fax : 01 48 95 11 58 / jtuillier@ccip.fr

Données	Correspondants à contacter
----------------	-----------------------------------

LES MENAGES

Crédits à la consommation	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Crédit à l'habitat	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr

LES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS	Mme METIN Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 48 95 15 44 presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	Tél : 01 41 60 75 23 e.froehlicher@cma93.fr
Transferts de sièges sociaux	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Nombre d'établissements implantés en Zones Franches Urbaines	Julien TUILIER CCIP 93 Tél : 01 48 95 10 79 jtuillier@ccip.fr
Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01 64 62 75 27 patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Michel LASGI Direction des Services Fiscaux 93 Tél : 01 48 96 53 28 michel.lasgi@dgfip.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Actualité des pôles de compétitivités	Etienne KALALO DRIRE Tél : 01 48 96 90 72 etienne.kalalo@industrie.gouv.fr

LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES

Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN
La Basilique de Saint-Denis	Comité Départemental du Tourisme 93
Le Stade de France	Tél : 01 49 15 98 98
L'hôtellerie	d.orantin@tourisme93.com
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	Julien TUILLIER CCIP 93 Tél : 01 48 95 10 79 jtuillier@ccip.fr

L'EMPLOI

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Les offres par taille d'entreprise	Laurent ZYSSMAN
Les principaux secteurs recruteurs	Pôle Emploi
Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses	Tél : 01 55 85 96 70 laurent.zyssman@pole-emploi.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RMI	Virgile ADJAHY
Les contrats d'insertion	Conseil Général 93
Les reprises d'activité et la nature des contrats	Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les déclarations uniques d'embauches	Cécile BOURSON URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01 56 93 24 00 cecile.bourson@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	Fabrice PEYLET Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01 41 60 54 88 fabrice.peylet@dd-93.travail.gouv.fr
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services	
Evolution des emplois dans les services	
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans l'ensemble des emplois salariés	

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHE IMMOBILIER

Volume de construction des logements neufs	Chantal NIASSOU Direction Départementale de l'Équipement 93 Tél : 01 41 60 67 27 chantal.niassou@developpement-durable.gouv.fr
Production de logements neufs	
Logements locatifs sociaux	
Volume de construction de locaux d'entreprises	
Marché des appartements neufs (promotion privée)	Hervé MAHOT Seine-Saint-Denis Avenir Tél : 01 49 98 10 00 h.mahot@ssda.fr
Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise	
Montants des investissements réalisés	

